

Ra.D.A.R

que faire?

REVUE COMMUNISTE

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

— Sommaire —

LA REDACTION : Après Stresa et Genève page 1

P. GARNIER : Le bilan de l'Unité d'Action page 6

P. LENOIR : La politique extérieure de l'U.R.S.S. et le prolétariat mondial, p. 17

VIE DU PARTI : Le XI^e rayon contre le régime du baillon page 27

BOITE AUX LETTRES, etc.

N^o 5

Mai 1935

PRIX

1 fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an 10 fr. Six mois 5 fr.

Etranger : — 18 fr. — 10 fr.

Abonnement de soutien : 20 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V^e

Chèque Postal Paris 1290-77

La Revue "Que Faire" se propose :

1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;

2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la révision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine ;

3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier, à la lumière du marxisme-léninisme, la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;

4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3^e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste ;

5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but.

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, et de collaborer avec nous à la réalisation de nos tâches.

EDITORIAL

Après Stresa et Genève

La Conférence de Stresa et la séance du Conseil de la S.D.N. à Genève n'ont résolu, comme il fallait s'y attendre, aucun des problèmes brûlants qui tiennent l'Europe en haleine depuis des mois. Dans les trois questions qui dominent pour le moment la situation (les armements allemands, la question autrichienne, les plans d'agression allemande à l'Est), il ne s'agit que des aspects différents du même problème : le changement continu du rapport des forces en Europe continentale provoqué par le renforcement de l'Allemagne, qui est en train de devenir la première puissance militaire de l'Europe.

Quoique l'Allemagne n'ait cessé de s'armer secrètement depuis l'armistice de 1919 jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler, quoique les deux années de la domination d'Hitler aient été consacrées à des armements accélérés, la restauration du service militaire obligatoire en Allemagne le 16 mars constitue une date historique.

Le 16 mars, l'Allemagne a mis cartes sur table et a déclaré sans vergogne aux vainqueurs de Versailles : « Les armées anéanties en novembre 1918 ont ressuscité ; ainsi, le nouvel ordre européen — conséquence de notre défense militaire — est périmé. Nos marchandages avec vous pour des concessions militaires appartiennent au passé, nous avons reconstitué nos armées malgré vos interdictions et vos traités. Maintenant, il ne s'agit plus de questions militaires, le « dernier problème » vient à l'ordre du jour : le nouveau partage du monde. Jusqu'à présent, notre « honneur » exigeait des armes. Maintenant que nous possédons des armées, nous revendiquons de nouvelles terres en Europe et dans les colonies. »

Ce langage brutal a accéléré les processus qui se déroulaient dans l'Europe impérialiste depuis le début de l'année. Le 7 janvier — date des accords de Rome entre la France et l'Italie — le bloc franco-italien, dont la pointe est dirigée contre l'Allemagne, commence à se former. Naturellement, les gouvernements de Paris et de Rome ne parlent que de la « paix générale », comme Hitler ne jure que sur l'honneur et le désir de la paix de l'Allemagne. En réalité, le contenu des accords de Rome est un accord de brigandage entre la France et l'Italie. La France

R=61357 40€
⑤

accorde à l'Italie les mains libres en Abyssinie et lui cède un morceau de la Somalie Française. En revanche, l'Italie accorde à la France le droit de collaboration dans les affaires autrichiennes et se concilie avec la Petite Entente. Si Hitler s'armait en secret, « par amour de la paix », la France et l'Italie le faisaient ouvertement.

Sous le drapeau de la lutte de la France et de l'Italie pour l'indépendance de l'Autriche s'effectue la subordination complète de ce pays sous le protectorat franco-italien. Et c'est précisément ce protectorat, en liaison avec le soutien de la dictature autrichienne en faillite, qui pousse des masses de plus en plus nombreuses du peuple autrichien désespéré dans les bras d'Hitler. Ainsi se crée une situation paradoxale qui permet à la dictature fasciste allemande de se présenter comme le défenseur du droit de libre disposition de l'Autriche, car Hitler espère, non sans raison, obtenir, dans un vote populaire en Autriche, la majorité pour l'adhésion à l'Allemagne.

Ainsi, l'exemple de l'Autriche montre une fois de plus que l'impérialisme allemand puise la majeure partie de sa force dans l'indignation des masses populaires violentées par les vainqueurs de Versailles. Les horreurs du régime hitlérien en Allemagne ne doivent pas, un seul instant, nous faire oublier que la république française et l'Italie fasciste sont non moins impérialistes, non moins guerrières que l'Allemagne d'Hitler.

A l'arrière-plan du bloc franco-italien, dont la fermeté se confirma après le 16 mars, puis à Stresa et à Genève, se trouve l'Angleterre. Les hésitations anglaises dans ces derniers mois sont tellement grandes, qu'elles atteignent au grotesque.

En juillet 1934, Baldwin déclare à la Chambre des Communes: « La frontière anglaise est sur le Rhin. » Mais au fur et à mesure qu'il devient clair que cette frontière doit être défendue — car l'Allemagne l'attaquera tôt ou tard — les oscillations de l'Angleterre augmentent.

L'Angleterre n'est pas seulement une puissance européenne, elle est une puissance mondiale de premier rang. Cette puissance mondiale est menacée en Orient par l'expansion économique et politique du Japon; elle est menacée à l'Ouest par l'attraction que le puissant impérialisme américain exerce sur les dominions britanniques. La situation à l'intérieur de l'Empire britannique n'est pas du tout gaie. Dans la métropole se développe la radicalisation du prolétariat; dans les colonies — dans les pays opprimés arabes, hindous, africains — le jeu de la révolution nationale couve sous les cendres. Quoique la diplomatie soviétique prodigue des discours pacifistes, l'existence même de l'U.R.S.S. — et de la république turque indépendante liée étroitement à elle — nourrit les espoirs nationaux des peuples d'Asie et d'Afrique opprimés par l'Angleterre. De même, l'existence de la dictature du prolétariat agit sur les classes opprimées de l'Empire britannique, malgré tous les échecs et toutes les défaites de l'Internationale Communiste.

Ainsi menacée de nouvelles luttes sociales et de mouvements nationaux révolutionnaires, handicapée dans son existence par la supériorité économique des Etats-Unis, la ci-devant fière Albion va à sa perte irrémédiable. La première guerre mondiale a brisé l'hégémonie mondiale de l'Angleterre, quoique celle-ci ait conquis de nouveaux territoires. La prochaine guerre mondiale inaugurerait, sans aucun doute, la dissolution de l'Empire britannique, peut-être même parachèverait cette dissolution.

Cela explique la création d'une aile « pacifiste » puissante au sein de la bourgeoisie anglaise. « Pas de liens en Europe, car l'Europe est au seuil d'une guerre! » Voici le cri des partisans de la politique d'isolement dans le genre du général Smuts, effrayés par la perspective que la guerre européenne puisse occuper les forces anglaises en Europe et laisser ainsi les dominions sans protection.

« Nous ne pouvons pas maintenir notre position mondiale, répond l'aile européenne avec Baldwin et Chamberlain, si nous ne concluons pas un accord ferme avec la France. Sans la France, nous sommes impuissants en face des puissances mondiales, comme les Etats-Unis et le Japon. »

Il faut reconnaître que les deux ailes de l'impérialisme anglais ont chacune partiellement raison. Une nouvelle guerre européenne amènerait la guerre mondiale, et avec elle la dissolution de l'Empire britannique. D'autre part, sans le bloc avec la France, l'Angleterre n'aurait pas pu, déjà depuis 1918, affirmer sa position dans le monde.

Ces contradictions inconciliables dans le système de l'impérialisme britannique expliquent la courbe fébrile de la politique extérieure anglaise. Le 3 février, l'Angleterre passe à Londres l'accord avec la France, qui prévoit l'action commune contre la dénonciation unilatérale des traités. Le 4 mars, le gouvernement anglais lance son Livre Blanc qui dénonce les armements allemands comme un danger pour la paix.

La réponse allemande ne tarde pas: le 10 mars, Hitler légalise l'aviation militaire allemande, le 16 mars il proclame le service militaire obligatoire. Cela signifie la suppression unilatérale des clauses militaires du traité de Versailles. Un instant le spectre sanglant de la guerre apparaît en Europe. Mais déjà l'accord de Londres est brisé en morceaux. L'Angleterre, prise de panique, se déclare prête à se mettre sur le terrain de la nouvelle situation et à envoyer son ministre des Affaires Etrangères à Berlin dans un but d'information. L'Italie et la France font cliqueter leurs armes: l'Italie appelle de nouveaux contingents sous les drapeaux, la France introduit le service de deux ans et vote de nouveaux crédits militaires.

A Stresa et à Genève, l'Angleterre adopte de nouveau un langage plus ferme par rapport à l'Allemagne, en attendant un nouveau recul.

L'Europe capitaliste vogue à toute vapeur vers la nouvelle guerre mondiale, à moins que la révolution ne triomphe dans un des pays capitalistes décisifs et ne jette ainsi par-dessus bord les rapports de forces

établis entre les deux blocs impérialistes. Les oscillations « pacifistes » de l'Angleterre excitent l'agressivité de l'Allemagne, aussi bien que les armements français; tous les deux accélèrent ainsi l'explosion de la nouvelle guerre.

*

**

Le prolétariat international n'a su rien opposer, jusqu'à présent, aux préparatifs de guerre de la bourgeoisie. La II^e Internationale prépare consciemment la classe ouvrière à la « guerre démocratique » contre l'Allemagne fasciste en assurant qu'elle est attachée plus que jamais au désarmement. « Plus que jamais désarmement général », proclame Blum (Populaire du 19 avril). Le Labour Party anglais, se traînant derrière l'aile « pacifiste » des partisans de l'isolement de l'impérialisme anglais, serait prêt à approuver le partage de l'U.R.S.S. par l'Allemagne, la Pologne et le Japon si cela pouvait donner à l'Empire britannique le répit nécessaire pour exploiter et violenter quelques années encore, sans dérangements, les peuples d'Asie et d'Afrique.

De l'autre côté, avec l'entente entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme français, se poursuit devant nos yeux un tournant dans la politique internationale de l'I.C. L'I.C. ne soutient encore nulle part la bourgeoisie des pays alliés ou en voie de s'allier à l'U.R.S.S. Mais déjà, dans l'appel des dix partis communistes contre la guerre impérialiste (Humanité du 18 avril), de nouvelles notes se font entendre; pas un mot contre la politique impérialiste de la France, rien sur la lutte indépendante des ouvriers des pays alliés de l'U.R.S.S. contre leur propre bourgeoisie. La direction de l'I.C. commence à nier publiquement le rôle impérialiste et guerrier des Etats bourgeois liés à l'U.R.S.S. Cette tendance ne peut mener, en fin de compte, qu'à une seule conclusion: l'Union Sacrée.

A la frontière des mouvements communiste et socialiste français, apparaît une nouvelle variété de néo-pacifisme, dont Doriot se fait le porte-parole. Il écrit:

« En ce qui nous concerne, nous repoussons toute combinaison tendant à isoler l'Allemagne. Il faut parler avec Hitler... Il faut tout faire pour ramener l'Allemagne à Genève, tenter un nouvel effort pour la limitation des armements. » (Emancipation du 23 mars.)

Cette « politique de paix » n'est que la répétition des bavardages de Blum sur la paix; elle est simultanément utopique et réactionnaire. Elle est utopique, car elle met ses espoirs en Genève et dans la nouvelle convention du désarmement. De pareilles utopies étaient déjà ridicules il y a quelques années, on pouvait pourtant les comprendre. Maintenant, surtout après le 16 mars, tous les espoirs en Genève ne sont que des rêves de petits bourgeois effrayés. Hitler a répondu cyniquement, aux utopies de ce genre, que les temps de bavardages sur les armements et le désarmement sont passés; on ne discute plus sur la force des armées, mais sur leur mise en marche pour réclamer des conquêtes territoriales.

La politique pacifiste de Genève est en même temps réactionnaire, car elle oppose Genève à la tentative de l'U.R.S.S. de constituer un bloc commun avec la France, l'Italie, la Petite Entente et l'Entente Balkanique pour, si l'on veut employer cette expression, « isoler » l'Allemagne.

Les communistes peuvent-ils rejeter cette tentative de l'U.R.S.S. ? Non, nous ne le pouvons pas. Mais nous devons savoir et dire aux ouvriers que le bloc anti-hitlérien n'est pas le « bloc des puissances attachées à la paix » comme le prétend la note soviétique du 20 février, mais bien le bloc de l'Union Soviétique révolutionnaire avec la France impérialiste et ses alliés.

Naturellement, l'isolement de l'Allemagne au moyen de ce bloc contradictoire présente de graves dangers pour la révolution internationale. Si les prolétaires dans les pays liés à l'U.R.S.S. oublieraient que leur bourgeoisie poursuit des buts impérialistes même lorsqu'elle est liée momentanément avec l'U.R.S.S., s'ils soutenaient leur bourgeoisie croyant aider ainsi l'U.R.S.S., cela pourrait être un coup mortel pour l'internationalisme prolétarien. La classe ouvrière qui soutient sa bourgeoisie impérialiste est incapable d'utiliser la crise provoquée par la guerre pour renverser sa propre bourgeoisie. Les ouvriers allemands qui depuis seize ans vouent une haine tenace au traité de Versailles tomberaient pour longtemps sous l'influence du chauvinisme, si les ouvriers français entraient dans l'union sacrée.

Nous devons soutenir les efforts de l'Union Soviétique en vue de constituer un bloc anti-allemand, mais nous devons combattre de la façon la plus énergique l'idéalisation de ce bloc, toute tentative de le présenter comme un bloc des Etats pacifiques. Nous devons combattre, à l'intérieur de ce bloc, la politique impérialiste des alliés de l'U.R.S.S. Nous devons lutter en ayant toujours devant les yeux notre but: la transformation de ce bloc contradictoire et précaire en bloc des pays révolutionnaires tendant la main fraternelle aux ouvriers allemands pour lutter en commun contre l'impérialisme mondial. Ce but ne peut être atteint que par la lutte révolutionnaire intransigeante de la classe ouvrière contre sa propre bourgeoisie impérialiste.

Problèmes actuels

Le bilan de l'Unité d'Action

I. La revanche de Tours. Léon Blum apprécie ainsi les résultats d'unité d'action:

Elle a ramené l'élan, la confiance, l'enthousiasme. Elle a rendu à la classe ouvrière... l'esprit offensif, la capacité d'offensive contre l'oppression capitaliste... (Popu, 26-2-35.)

Etrange phénomène: le grand maître du réformisme français glorifie soudain la renaissance de l'esprit offensif du prolétariat. A-t-il, « sous la poussée des masses », changé de nature? Hélas, dans la même phrase, un passage intercalé nous explique qu'il faut entendre cet esprit offensif rénové

dans le sens où l'entendent Henri de Man et nos camarades belges.

C'était écrit un mois avant que de Man et ses quatre collègues socialistes soient devenus ministres de Sa Majesté. N'importe: la marque de Man et la qualité de son « esprit d'offensive » étaient connues déjà suffisamment dans le mouvement ouvrier français. Pourtant *l'Humanité* — qui par ailleurs traite de Man de fasciste — s'est gardée bien de relever l'observation malicieuse et hautement significative de Blum, qui attribue fièrement tout le bénéfice politique de l'unité d'action à l'idéologie pourrie du réformisme moderne.

Encore plus! Cachin n'a pas hésité de commenter en ces mots les articles de Blum:

Léon Blum a pu rappeler avec beaucoup de raison que le parti socialiste n'a rien perdu à l'unité d'action.

Et le chef communiste de s'en réjouir avec le leader réformiste. Mais une question se pose: si le parti socialiste n'a rien perdu à l'unité d'action, c'est que le P.C. a dû y laisser quelques plumes? Cachin veut nous faire croire qu'il n'en est rien, que tous les numéros gagnent et que tout le monde a le droit de se sentir heureux. C'est une pauvre illusion petite-bourgeoise. Dans la lutte de classe, les choses se passent autrement que dans une loterie enfantine. Chaque pouce de terrain qui y est gagné par le réformisme, c'est autant de perdu pour la révolution, et réciproquement. Se félicitant bien haut du fait qu'à l'issue de l'unité d'action, la S.F.I.O. n'a pas perdu de partisans dans la classe ouvrière, la direction du P.C. dépose publiquement ses armes dans la lutte contre l'idéologie petite-bourgeoise au sein de la classe ouvrière.

Cette capitulation du P.C. domine toute la période du front unique. Elle devient particulièrement nette à partir de la signature du pacte. La portée de cette évolution du P.C. pour toute la vie politique en France ne saurait être surestimée. Mais pour en comprendre l'étendue, il est

nécessaire de replacer l'époque du front unique dans le cadre de l'histoire du prolétariat français dans ce dernier demi-siècle où le problème de la lutte pour la démocratie dominait tous les autres problèmes de la politique intérieure.

Dans le système politique de la III^e République, la bourgeoisie réussissait souvent — malgré les résistances organisées par l'aile guesdiste du P.S. et par le syndicalisme révolutionnaire — à faire jouer au prolétariat le rôle subordonné d'appoint de la démocratie petite-bourgeoise. Au sein de la classe ouvrière, la prédominance du jaressisme caractérisait la force des influences petites-bourgeoises.

A cet état de choses, la guerre a apporté un changement considérable et qui semblait décisif. La scission de Tours et la naissance du P.C. reflétaient le profond désir de la partie la plus consciente du prolétariat de s'émanciper une fois pour toutes de l'influence dissolvante de l'idéologie petite-bourgeoise du réformisme. La « mystique de gauche » reçoit un coup terrible. Contre le Bloc national et contre le Bloc des gauches! Pour la première fois aux élections parlementaires de la III^e République retentit en 1924 ce mot d'ordre hardi lancé par le P.C. Il trouve un écho puissant dans les masses prolétariennes.

En jetant un coup d'œil rétrospectif sur la vie politique de France à partir de Tours, on peut caractériser cette période en gros comme celle où le prolétariat, essayant de se débarrasser définitivement de la tutelle petite-bourgeoise, pose à l'ordre du jour, face aux autres couches sociales travailleuses, le problème du socialisme. Dans le vaste camp anti-réactionnaire, il lutte pour son hégémonie idéologique et politique. Il essaie de lui faire dépasser les cadres de la défense du régime démocratique pour le pousser vers la lutte pour le socialisme. Le prolétaire communiste n'est plus l'homme de gauche dans l'ancien sens. Le P.C., face à toutes les anciennes formations politiques de gauche, et contre elles, prétend grouper autour du prolétariat les classes moyennes paupérisées et les mener vers la lutte décisive contre le capitalisme.

Dans la crise politique ouverte par le 6 février, le prolétariat aurait pu montrer au peuple entier sa capacité politique et justifier aux yeux des masses petites-bourgeoises sa prétention à l'hégémonie dans la lutte contre la réaction. La faillite des partis de gauche ouvrait devant le prolétariat révolutionnaire de larges perspectives pour gagner une partie de leurs troupes à une politique prolétarienne hardie, à la politique de la révolution socialiste. Dès le début de la crise du 6 février, le problème de l'hégémonie politique et idéologique dans le mouvement « antifasciste » s'est posé dans toute son ampleur. Quelle idéologie, quelle politique — celle du prolétariat ou celle de la petite-bourgeoisie radicale — s'est imposée au grand rassemblement populaire qui surgit spontanément en réponse au 6 février? Jusqu'à présent, c'est l'idéologie petite-bourgeoise qui a dominé et qui malheureusement ne cesse de gagner du terrain!

La grande signification de la première année de l'unité d'action consiste, selon nous, en ceci, que dans cette période, la vieille « mystique de gauche » — dont la bourgeoisie française s'est servie, des dizaines d'années, pour s'attacher le prolétariat et lui faire oublier ses propres

tâches historiques — a réussi de nouveau à ouvrir quelques brèches importantes dans le mur qui, depuis 1921, la séparait de la partie révolutionnaire du prolétariat.

Quels que soient les calculs compliqués et rusés de la direction du P.C., ils ne sont pas en état de changer le fait que toute leur politique, et de plus en plus toute leur propagande idéologique, efface peu à peu les frontières qui séparaient jusqu'ici le P.C. du P.S. et de l'ensemble de la « grande famille » républicaine.

Nous verrons dans la suite que les faits ne manquent pas qui attestent cette triste évolution. Caractère opportuniste du Pacte, attitude nouvelle sur l'unité organique, concessions idéologiques graves au pacifisme, nationalisme et légalisme de la petite bourgeoisie de gauche, confusion semée sur les traditions de 1789, attitude envers le problème d'armement du prolétariat, politique du moindre mal pratiquée envers Doumergue et Flandin. Voici les jalons les plus saillants sur la route de Canossa où, entraîné par ses dirigeants actuels et par l'Internationale communiste, s'est engagé le Parti Communiste français.

Jusqu'où ira cette dégringolade tragique? Aboutira-t-elle à son achèvement logique, c'est-à-dire à la liquidation complète du parti et sa dissolution dans la S.F.I.O.? Il ne s'agit pas de prophétiser. Le tapage fait en ce moment par la direction autour de l'unité organique peut s'avérer une manœuvre compliquée qui cédera place à une autre manœuvre dans un sens opposé. Mais quoi qu'il en soit, les ravages produits par la politique actuelle sont énormes, dans la conscience du prolétariat et du parti. Ils peuvent avoir des suites fatales pour l'avenir immédiat du mouvement ouvrier en France.

II. Qui détient l'hégémonie dans le front unique? On a déjà maintes fois souligné dans *Que Faire?* à quel désastre idéologique mène l'abandon de critique de la S.F.I.O. de la part du P.C. Nous ne croyons pas devoir y insister. La récente campagne de *l'Humanité* pour l'unité organique prouve assez jusqu'à quel point la tactique léniniste du front unique fut remplacée par la capitulation devant le réformisme.

Mais la route des concessions est une pente savonnée. Les concessions au P.S. devaient fatalement entraîner celles au parti radical, à la « gauche » tout court. La « fidélité » aux traditions de la Révolution française et « l'amour du pays », de la « patrie », en sont les manifestations idéologiques les plus éclatantes.

« Nous revendiquons l'héritage révolutionnaire des Jacobins de 1792 », écrit Thorez dans *l'I.C.* du 5 mars. Mais cette revendication n'est pas neuve en France! Les radicaux ne se considèrent-ils pas comme de vrais héritiers de la Révolution française? « Nous, les fils des Jacobins », s'écriait même Painlevé à un congrès radical. « Le radicalisme est le parti de la Révolution française », écrit un observateur perspicace de la vie politique en France, Thibaudet, et ajoute: « Le quartier général des idées politiques radicales reste, tout bien pesé, le jacobinisme » (*Les idées politiques de la France*, p. 121 et 124). *Se déclarer en France pour les idées de 1789 ou 1792 ne signifie autre chose que se déclarer*

solidaire de la gauche contre la droite. Car le ciment idéologique qui lie en dernier compte les « hommes de gauche » contre ceux de droite, c'est leur fidélité à la tradition de la Révolution.

Il ne sert à rien d'invoquer Robespierre et Danton et à l'aide d'arguments historiques douteux prouver que le P.C. est bien dans leur tradition. Le problème n'est pas là, mais dans le fait que c'est seulement quand elle a commencé à chercher des alliances avec les radicaux que la direction du P. C. s'est souvenue soudain des traditions jacobines! C'est pour s'adapter à l'esprit retardataire des masses radicales et pour flatter leurs sentiments « gauchistes » que la direction croit nécessaire de leur faire cette concession idéologique importante. Faut-il s'étonner, après cela, que les députés radicaux (comme le notait avec fierté *l'Humanité!*) applaudissent le discours parlementaire de Thorez, où le chef du Parti se réclamait du « jacobinisme » et exaltait en même temps son « amour » pour le pays?

Thorez explique quelque part que ce n'est pas du nationalisme quand les communistes français proclament, même sous le régime capitaliste, qu'ils aiment leur pays. Car ils pensent non à la France des capitalistes, mais à celle des travailleurs. Thorez croit faire du nouveau. Mais il y a longtemps que la même argumentation sert de couvert au nationalisme de certains radicaux particulièrement fervents. « Vive la France, mais la France de la Révolution, de la justice et du droit! », s'écriait le vieux républicain Rank. Et Thibaudet, qui rapporte avec sympathie cette parole, ajoute que cela signifie que chacun, en France, « a ses raisons particulières de se sentir fier d'être Français: les uns en regardant la Colonne, les autres en invoquant la Révolution, et ceux-là en pensant au roi de France » (*Id.*, p. 128).

On a beau justifier, à l'aide de sophismes savants, le tournant « patriotique » effectué récemment par le P.C., on n'arrivera pas à changer le fait qu'il constitue une concession directe à l'esprit patriotique du petit bourgeois.

Mais rien ne souligne mieux les concessions du Parti au « jacobinisme » moderne mais impotent des radicaux, que sa nouvelle attitude envers le problème de la violence révolutionnaire. La signification de cet abandon a été suffisamment mise en relief dans le n° 3 de *Que Faire?* par le camarade Bréval (voir l'article: « Faut-il se laisser matraquer? »). Nous nous bornons de mettre sous les yeux de nos lecteurs un texte significatif que *l'Humanité* n'a pas jugé utile de reproduire. Il s'agit de la résolution adoptée par le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme décidant son adhésion au Comité Antifasciste de la Région Parisienne. Voici ses passages essentiels:

...Considérant que la Ligue des Droits de l'Homme n'a pas cessé de faire appel en face du péril fasciste au rassemblement de tous les partis de gauche;

... Considérant que... le comité d'unité d'action antifasciste n'adopte d'autres moyens d'action que les moyens de propagande et d'intervention auprès des pouvoirs publics, qui sont les moyens traditionnels de la Ligue, et que le comité d'action antifasciste répudie et condamne la formation de groupements armés;

Ce Comité central décide... etc. etc. (*Cahiers des Droits de l'Homme*, 10-II-35, p. 89, souligné par nous.)

Lorsque, en 1923, la Ligue — *organisation de la bourgeoisie de gauche, succursale du parti radical* — s'est adressée au P.C. pour lui proposer de prendre part à une manifestation organisée par elle contre le fascisme, la direction d'alors répondit que le prolétariat, dans sa lutte contre le fascisme, n'avait pas besoin d'« appui » de la bourgeoisie qui le « soutiendrait » comme la corde soutient le pendu!

La résolution que nous venons de citer prend toute sa signification symbolique en rapport avec une interview avec Basch, président de la Ligue, paru dans *la République* deux mois auparavant. Basch y prône la formation d'un grand rassemblement qui engloberait la C.G.T., la Ligue, la C.G.T.U., les socialistes, les communistes, les radicaux et aussi « les républicains sans étiquette ». C'est la formule d'un nouveau Bloc des gauches, mais élargi aux communistes. Ce dernier détail n'échappe pas au journaliste qui demande comment peut-on admettre dans le rassemblement le parti communiste, « partisan d'une dictature de classe ». Et Basch de répondre:

Non, nous ne voulons pas collaborer avec ceux qui emploient la violence, avec ceux qui sont organisés militairement; nous sommes prêts à marcher avec les communistes pour la défense des libertés démocratiques, non avec les communistes voulant fomenter des émeutes... La barrière à notre extrême-gauche est donc nette et si nos voisins le veulent, elle disparaîtra. (*Rép.* 15-XIII-34.)

Deux mois après, la Ligue a jugé que cette barrière a disparu. Elle ne s'est pas trompée. Faut-il se demander encore qui détient l'hégémonie dans le front unique? En 1922, Trotsky, au nom des organes dirigeants de l'I.C., disait aux communistes français:

Le Bloc des gauches ne serait pas pour nous un malheur. Il serait même pour nous avantageux mais à une condition: que le prolétariat n'y participe pas.

Depuis, beaucoup d'eau est passée sous les ponts de la Seine. Et aujourd'hui *l'Humanité* appelle les radicaux à réaliser avec le prolétariat un « front populaire » commun pour défendre l'héritage de la Révolution et la « culture française (!) menacée ». En termes ambigus, mais d'autant plus clairs, la direction du Parti assure les radicaux que, sous certaines conditions, elle est prête de les soutenir « même sur le terrain parlementaire ». Pour ceux qui savent ce que parler veut dire, ceci ne peut signifier qu'une chose: le soutien du gouvernement du Bloc des gauches. Du reste, pourquoi pas, puisque déjà, vis-à-vis du gouvernement Flaminio, on pratique à l'instar des socialistes la politique tant honnie du « moindre mal »?

Telle est, dans ses manifestations les plus saillantes, l'étonnante évolution accomplie par le P.C. depuis les journées de février.

Deux raisons principales sont invoquées par la direction du Parti pour justifier sa nouvelle tactique. Ce sont, d'une part la nécessité pour le prolétariat de se défendre contre la menace du fascisme, de l'autre celle de grouper autour du prolétariat les masses petites-bourgeoises que le fascisme essaie de conquérir.

Un militant moyen du Parti qui accepte dans son ensemble la politique actuelle se l'explique en gros de la manière suivante: le fascisme attaque et la classe ouvrière est en défensive. La question de la prise du pouvoir par nous ne se pose pas aujourd'hui, car le prolétariat est trop faible pour le conquérir par ses propres forces et la petite bourgeoisie ne songe qu'à la défense de la démocratie. S'alliant à elle dans la lutte pour cet objectif, nous arriverons peu à peu à la conquérir sous notre drapeau et alors on pourra passer à l'offensive.

Au fond de ce raisonnement, il y a deux idées fausses. D'abord appréciation inexacte *du rapport des forces politiques en présence*, ensuite incompréhension des *suites fatales d'une politique profondément opportuniste*; précisément, par rapport à la conquête de la petite bourgeoisie. Cette seconde erreur est liée avec la théorie « officielle » du fascisme, complètement fautive. Nous essaierons de démontrer, dans la suite, que la politique actuelle de la direction, bien qu'elle puisse contribuer à maintenir le *statu quo* politique, prépare pour l'avenir, peut-être proche, des défaites considérables pour la classe ouvrière.

La politique social-démocrate du moindre mal que poursuit la direction, il ne faut pas craindre de l'appeler par son nom: *c'est la préparation du lit au fascisme*.

III. Comment le fascisme accéda au pouvoir en Allemagne et en Italie? Sans entrer dans l'analyse du phénomène général du fascisme qui nécessite une étude à part, bornons-nous de faire les constatations suivantes:

Aussi bien en Italie, qu'en Allemagne — deux pays où il apparaît dans son aspect « classique » — le mouvement fasciste doit son arrivée au pouvoir aux facteurs suivants:

1° L'avortement de la révolution prolétarienne. Cela veut dire que la révolution fut, non abattue après une lutte inégale, comme cela eut lieu en Hongrie (et plus récemment en Espagne), mais qu'elle ne s'est pas déchaînée, s'arrêtant à mi-route, éparpillant ses forces dans des actions stériles ou dans l'attente, laissant à l'ennemi le temps de se ressaisir et de reprendre l'offensive.

2° L'usure de tout l'ancien personnel politique des partis traditionnels, aussi bien de la gauche que de la droite. Les masses petites bourgeoises perdent confiance dans les partis bourgeois, mais aussi dans les partis prolétariens. Elles cherchent du nouveau.

3° L'existence dans ces masses d'un état d'exaspération qui les pousse à s'adonner au parti fasciste qui se présente à leurs yeux comme une force nouvelle, non compromise, issue de leur sein, et ayant pour mission historique de sauver la société par l'union des classes moyennes contre la bourgeoisie et contre le socialisme.

4° Cette exaspération rend possible la création d'un puissant parti de masse qui, à son tour, par son activité, entretient et chauffe à blanc les sentiments de rage et de fièvre politique qui s'empare de la petite bourgeoisie.

5° Le prolétariat, après avoir failli à sa tâche révolutionnaire et perdu par cela même, la confiance et l'appui des masses petites-bourgeoises, se trouve isolé politiquement et socialement. Cet isolement le démoralise, l'affaiblit et prépare le terrain propice à la pénétration des idées fascistes dans son secteur le moins résistant (chômeurs). Il crée en même temps, dans de nombreuses couches du prolétariat, une apathie politique, un indifférentisme fatigué, bref, l'état d'esprit de capitulation.

Les facteurs énumérés n'épuisent évidemment pas le sujet. Nous les avons intentionnellement réduits aux conditions politiques essentielles qui forment la base du mouvement fasciste et dont l'incompréhension rend impossible l'appréciation des perspectives politiques en France.

La question qui se pose pour la France est donc la suivante: dans l'état actuel de la lutte des classes, des rapports politiques et sociaux, y a-t-il dans ce pays une place pour la naissance et le développement d'un mouvement fasciste tel que nous le connaissons en Italie et en Allemagne?

Sur ce problème d'une importance considérable et qui ne saurait être sous-estimée, la plus grande confusion règne dans les partis qui se réclament de la classe ouvrière. Cette confusion seule peut expliquer le fait étrange que, même après le 12 février, même après les luttes de juin 1934 en province, même après la chute de Doumergue, on nous rebattait les oreilles, dans *l'Humanité* et *le Populaire*, sur l'imminence du danger d'un « nouveau coup d'état fasciste » et qu'aujourd'hui on chante des victoires sur le fascisme.

Le fascisme devient ainsi une sorte de fantôme qui apparaît tout d'un coup sans qu'on soupçonne son danger (« pas d'énervement ») et s'évanouit aussi mystérieusement, comme un fantôme (1).

Ce qui a créé l'impression trompeuse que le mouvement fasciste en France a le terrain tout prêt pour se développer, c'est l'analogie, il est vrai, toute superficielle, de certains phénomènes allemands et français. L'usure assez avancée des anciens partis, l'effervescence dans la petite bourgeoisie, renforcement des tendances antiparlementaires, tout ceci joint au coup du 6 février, a fait croire aux chefs socialistes et communistes, effrayés par les événements allemands, que le fascisme était là, prêt à leur sauter à la gorge. Mais ils n'ont pas pris en considération qu'il ne suffit pas, pour que le fascisme apparaisse, l'existence d'un ou même de plusieurs phénomènes qui lui servent de bouillon de culture. *C'est un ensemble de conditions objectives et subjectives qui, se complétant, donnent comme résultante le développement du mouvement fasciste.*

Les dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière, n'ont pas compris — et c'est leur faute la plus grave — que l'effervescence antiparlementaire de la petite bourgeoisie *peut profiter non seulement*

(1) Le cambriolage du local de la Fédération Socialiste de la Seine a donné de nouveau au *Popu* l'occasion de dénoncer le péril fasciste comme « imminent ». Ces changements alternatifs d'appréciation soumettent l'opinion ouvrière à un véritable régime de douche écossaise.

au fascisme, mais aussi à la révolution prolétarienne. Elle profitera au fascisme seulement si le prolétariat se montre incapable de faire sortir la société de l'impasse capitaliste. En effet, le mouvement fasciste est inconcevable sans haine avouée au mouvement ouvrier de classe (« marxisme ») de la part de la petite bourgeoisie, haine attisée savamment par la propagande fasciste. Mais cette haine ne peut surgir que par suite d'une série des déceptions cruelles, d'espairs déçus dans le prolétariat.

En France, pour le moment, les larges couches de la petite bourgeoisie ne se groupent pas sous le drapeau de la lutte contre le prolétariat révolutionnaire. Au contraire, grâce aux conditions spécifiques de ce pays, elles sont plus fortement liées au prolétariat que n'importe où.

Plus encore: à l'époque de la crise politique, c'est-à-dire à l'époque où l'énergie sociale des masses les plus larges du peuple entier cherche à se dépenser, ces masses petites-bourgeoises sont poussées *vers le prolétariat.*

C'est le début d'une telle époque qui semble s'être ouverte par les journées de février. Mais ces journées historiques et les événements qui les ont suivies confirment-ils la thèse que nous venons d'énoncer?

IV. Où est la masse de la petite bourgeoisie? Depuis le 6 février, la réaction a reculé. Mais elle ne fut ni écrasée, ni même battue. Cette distinction est d'importance. Elle nous explique pourquoi, malgré sa retraite, la droite participe toujours au pouvoir. La source qu'elle s'est ouverte le 6 n'est point encore tarie.

Mais peut-on apprécier à leur juste valeur les forces actuelles de la réaction en les regardant toujours du haut du 6 février — jour de sa grande victoire? Ne faut-il pas faire aussi une comparaison avec le mai 1932 — date de son échec cuisant? Or, si par rapport à sa grande journée de 1934, la réaction manque aujourd'hui d'allant, il en est tout autrement par rapport à l'époque récente où la vague populaire a chassé Tardieu du pouvoir. En effet, même un coup d'œil sur la surface de la vie politique au moment actuel suffit pour constater que l'activité des ligues réactionnaires s'est renforcée considérablement par rapport à 1932. De même le parti agraire progresse à la campagne. Les ligues ne sont pas capables aujourd'hui de faire un nouveau 6 février, mais elles travaillent en profondeur et les résultats de leur propagande ne sont pas toujours nuls. D'autre part, presque toutes les consultations électorales qui ont eu lieu après le 6 montrent plutôt un état stationnaire de son influence: pas de grands succès, mais pas d'échecs notables. Ensuite, certaines élections importantes comme celles de Mantes, de Laon, de Blois, montrent un processus de consolidation de la droite qui, face à la nouvelle situation, essaie de faire taire les divergences entre ses différentes fractions. Elle entraîne aussi une certaine partie, il est vrai insignifiante, des troupes radicales.

Ainsi, un processus de polarisation politique commence (encore faiblement), à se dessiner dans le pays. *Mais il se poursuivra sur une base sociale différente de celui qui avait lieu en Allemagne avant Hitler.*

En Allemagne, à la veille de l'arrivée de Hitler au pouvoir, la ligne de démarcation politique se plaçait entre le prolétariat, d'une part, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie de l'autre. En France, pour le moment, cette ligne court au sein même de la petite bourgeoisie, la divisant en quelques tronçons inégaux. Une partie va au prolétariat, une autre à la bourgeoisie, la troisième reste hésitante entre les deux.

Cette différence de base sociale entre les deux « genres » de polarisation, s'exprime en une différence non moins saillante des processus politiques qui l'accompagnent. En Allemagne, tout l'ancien système des partis politiques craqua et tomba en morceaux, car la petite bourgeoisie se trouva unifiée politiquement sous un drapeau neuf, non encore compromis. En France, c'est dans les cadres du système traditionnel des partis que le regroupement des forces se poursuit. Le fond des événements allemands, c'était la déception du petit bourgeois aussi bien envers le prolétaire qu'envers le grand bourgeois. Par le fascisme, il avait l'illusion de s'émanciper de tous les deux. Au fond de l'évolution actuelle de la petite bourgeoisie en France est le partage des sympathies politiques entre ses deux voisins: le prolétariat et la bourgeoisie. C'est dans la lutte des tendances dans le parti radical que ce processus se reflète avec une netteté suffisante.

Mais une question se pose immédiatement: quelle tendance sera prédominante au sein de la petite bourgeoisie? Est-ce bien les chances du prolétariat ou celles de la bourgeoisie qui augmentent par suite de ce processus de différenciation dans les classes moyennes?

On répondra: cela dépend de l'action des partis prolétariens. Mais les partis politiques, avant d'agir, doivent apprécier dans quelle direction va le processus objectif. Les parties ne créent pas les grands mouvements de masse, les grands courants d'opinion, ils les reflètent, leur donnent une expression politique concrète, les influencent et les dirigent vers les actions déterminées. C'est pourquoi il est tout à fait légitime de se demander où vont les sympathies du gros des forces petites-bourgeoises.

Or, l'année qui s'est écoulée depuis le 6, montre que c'est vers la gauche que tourne ses regards l'écrasante majorité de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire la petite bourgeoisie pauvre et moyenne. Nous avons dit que la réaction n'a pas été battue après le 6. Mais elle dut reculer. La chute de Doumergue, ce sont les résultats du Congrès de Nantes et des élections cantonales qui l'ont provoquée. Ils montrèrent quelle profonde hostilité règne toujours dans les masses radicales envers la réaction. Et ce n'est pas sans fondement qu'on entend de plus en plus parler aujourd'hui de la possibilité du retour au gouvernement du Cartel. D'autre part, les faits tels que la constitution du parti Camille-Pelletan, l'adhésion des nombreuses organisations radicales au front populaire, la participation large des petits bourgeois aux manifestations ouvrières, etc., etc., tout ceci ne constitue-t-il pas un reflet des sentiments de la majeure partie de la petite bourgeoisie radicale? Evidemment, on peut citer certaines contre-preuves, comme l'élection de Blois, par exemple. Mais le fait essentiel reste indiscutable: depuis le 6 février, l'énorme

poids qu'exerce dans la vie politique la petite bourgeoisie française s'exerce à gauche.

Rien d'étonnant: la petite bourgeoisie radicale, liée par de nombreux liens sociaux et politiques au prolétariat, ne voit pas de raisons pour s'en détourner. Pour le moment, le rapport des forces est favorable au prolétariat. Mais le saura-t-il utiliser?

V. Conclusion:
la politique actuelle
des partis socialiste
et communiste
fait le lit du fascisme!

Léon Blum aime à comparer la situation actuelle à celle de l'époque boulangiste. Au fond de la conception des véritables chefs idéologiques du front unique — Blum et Lebas — se trouve cette idée que l'attaque réactionnaire actuelle contre le régime démocratique peut finir de même façon que celle du général Boulanger: par l'avortement de la tentative réactionnaire et un nouveau épanouissement de la démocratie bourgeoise. La tactique qu'ils ont imposé au prolétariat (et au P.C.) est, au fond, la même que le camp démocratique menait à l'époque de la « Boulange »; attente jusqu'à ce que la réaction s'épuise d'elle-même au milieu d'indifférence générale. L'affaiblissement de la réaction au cours de la dernière année semble confirmer leurs pronostics. Ils attendent maintenant que tout va rentrer dans l'ordre et que la vie du régime démocratique coule de nouveau, paisible et tranquille. Les chefs communistes ne font que se conformer à cette politique classique de la petite bourgeoisie démocratique. Ils l'aident de toutes leurs forces à maintenir le *statu quo*.

Mais, malheureusement pour les Blum, nous ne sommes plus au XIX^e siècle, quand, devant le capitalisme, s'ouvrait encore une période d'épanouissement qui lui permettait de laisser se développer les institutions démocratiques.

Celui qui accepte la thèse que nous sommes bien entrés dans une époque où sonne le glas de la démocratie bourgeoise, devra reconnaître que la politique actuelle des chefs communistes et socialistes ne peut mener qu'aux pires défaites, au fascisme.

Car, même s'ils réussissent, la reprise économique aidant, à maintenir pendant un certain temps encore le *statu quo*, l'étape suivante de la crise de la démocratie française peut tourner déjà mal pour le prolétariat. Rien ne se perd dans la politique comme dans la nature, l'histoire de l'Allemagne nous le montre clairement. Les masses petites bourgeoises n'oublient pas leurs déceptions. Elles s'en souviennent surtout quand elles commencent à être laminées par la crise à un rythme accéléré. Et c'est alors que le prolétariat pourra payer cher ses prétendues « victoires » actuelles sur le fascisme, victoires qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles qu'autrefois, dans l'époque finale de Weimar, remportaient Scheidemann et Wells sur Hitler.

En France se poursuit sous nos yeux l'avortement d'une situation favorable à un regroupement des forces en vue de la lutte décisive contre le capitalisme. Ce processus ne fait que commencer, car la situa-

tion du pays est encore relativement stable, la vie politique n'a pas pris encore de formes violentes caractéristiques pour les époques des crises révolutionnaires. Mais toute la situation intérieure et extérieure du pays fait supposer que les événements n'en resteront pas là, que leur cadence s'accélérera. Si dans une époque aussi critique, où tout le peuple commence à vivre politiquement, le prolétariat n'essaie pas de gagner à lui la petite bourgeoisie autrement que par la surenchère démagogique avec les nationalistes et les radicaux, il n'évitera pas le sort de ses frères allemands ou italiens.

P. GARNIER.

UNE QUESTION AU COMITE CENTRAL

A la réunion de la Commission d'Unification formée par la S. F. I. O. qui a eu lieu le 18 avril ont assisté deux représentants du Comité Central du P. C. Quel est le but de cette délégation. Selon nous, il n'y a que deux possibilités :

1° Ou bien vous pensez sérieusement à la fusion avec la S. F. I. O., ce qui constituerait la liquidation du Parti et la rupture manifeste avec les principes du marxisme-léninisme;

2° Ou bien votre participation à cette Commission n'est qu'une manœuvre qui, loin de rapprocher les ouvriers socialistes du Parti, sème les illusions petites-bourgeoises sur les « vertus révolutionnaires » de l'unité avec les réformistes, avec les Blum, Lebas et Paul Faure.

Le Parti a le devoir d'exiger du C. C. une réponse claire et nette sur ce problème d'importance capitale.

La Politique extérieure de l'U. R. S. S. et le Prolétariat mondial

La politique extérieure d'un gouvernement prolétarien fait partie intégrante de sa politique générale. Les formes particulières que la diplomatie soviétique doit employer pour réaliser ses tâches sont déterminées par le milieu dans lequel elle doit agir, par les partenaires avec lesquels elle doit traiter, mais cela ne doit d'aucune façon influencer le contenu de sa politique. Tout en essayant d'améliorer et de développer ses rapports avec les Etats capitalistes, le gouvernement soviétique doit se poser comme but de favoriser et de renforcer la lutte révolutionnaire des ouvriers dans les pays capitalistes.

Dans la première période (la période « héroïque » des rapports entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste), le gouvernement soviétique s'adressait simultanément « aux peuples et aux gouvernements » (comme le fit le décret sur la paix du 8 novembre 1917). Un appel du commissariat des Affaires étrangères de la R.S.F.S.R. aux peuples travailleurs et opprimés d'Europe du 19 décembre 1917 précisait nettement les buts de la politique extérieure des soviets :

Dans les pourparlers de paix, le pouvoir des soviets se pose un double but : d'abord, obtenir au plus tôt la cessation de la boucherie honteuse et criminelle qui ruine l'Europe, et ensuite aider par tous les moyens la classe ouvrière de tous les pays à renverser la domination du capital, à s'emparer du pouvoir pour établir la paix démocratique et réorganiser sur la base socialiste l'Europe et toute l'humanité (1).

De pareils documents sont nombreux dans cette période.

La fin de la guerre civile en Russie, la défaite des tentatives d'intervention militaire étrangère et en même temps le reflux de la vague révolutionnaire en Europe (1921-1922) ouvrent une nouvelle période dans les relations de la Russie soviétique avec les pays capitalistes. La diplomatie soviétique a de moins en moins de possibilités d'agir directement sur les travailleurs des pays capitalistes de l'Occident, de faire de l'agitation révolutionnaire, afin d'éviter des conflits avec les gouvernements

(1) L'U.R.S.S. et la paix. Recueil des Documents (1917-1929), Paris, p. 45.

bourgeois. Son action s'exerce surtout par son attitude envers les peuples opprimés, coloniaux, auxquels le gouvernement soviétique montre, par toute sa politique, la différence fondamentale entre l'État ouvrier et les États impérialistes. Le gouvernement soviétique soutient, dans la mesure du possible, le mouvement anti-impérialiste, ce qui, naturellement, influence défavorablement ses rapports avec les puissances impérialistes dominantes, l'Angleterre en premier lieu.

La défaite de la révolution chinoise en 1927 diminue les possibilités révolutionnaires de la diplomatie soviétique en Orient. En 1927-1932, l'Union Soviétique se défend surtout contre les tentatives d'organiser l'intervention militaire, déjoue les complots qui sont en train de se tramer contre elle, en sauvegardant minutieusement son indépendance par rapport aux combinaisons des puissances impérialistes, en gardant, selon l'expression de Louis Fischer, « une sorte d'isolement olympien » (2).

En 1925, dans son rapport au 14^e Congrès du Parti Communiste russe, Staline explique d'une façon excellente pourquoi l'U.R.S.S. refuse de participer aux pactes conclus par les impérialistes, en particulier pourquoi elle prend une attitude négative envers Locarno.

Nous savons par l'histoire de l'Europe que toutes les fois que des traités ont été conclus pour grouper les forces en vue d'une nouvelle guerre, ces traités ont toujours été présentés comme des actes de paix. Rappelons-nous ce qui se passa au lendemain de la guerre franco-allemande... Je veux parler du traité conclu entre l'Autriche et l'Allemagne en 1879. Contre qui était dirigé ce traité? Contre la Russie et la France... Mais il fut qualifié d'« alliance pacifique », et cependant tous les historiens sont unanimes à reconnaître qu'il fut la préparation directe de la future guerre impérialiste de 1914, de même que l'accord entre la France et la Russie, de 1913, également conclu « pour la paix »... C'est l'image de l'hypocrisie éhontée de la diplomatie bourgeoise: sous le couvert de déclarations pacifistes et d'hymnes à la paix, on se prépare à une nouvelle guerre. Avons-nous, après tout cela, des raisons d'ajouter foi aux cantiques de paix sur la S. D. N. et Locarno? Naturellement, non... Nous pensons que Locarno est un plan de disposition des forces en vue d'une nouvelle guerre (3).

A ce moment, cette appréciation allait de soi et n'était contestée par personne dans les rangs communistes. Aujourd'hui, l'appréciation de Locarno et des traités « conclus pour la paix » a bien changé...

« Tournant » de 1933-34 Le tournant dans la politique extérieure soviétique s'effectue en 1933-1934 en liaison avec le changement de la situation internationale, l'aggravation des contradictions impérialistes et l'accentuation du danger de guerre. L'agression de la Mandchourie par le Japon en 1931, et surtout l'arrivée au pouvoir des hitlériens en Allemagne, dont le programme est en premier lieu la guerre anti-soviétique, posent à l'ordre du jour d'une façon aiguë le danger d'agression de ces deux brigands impérialistes contre l'U.R.S.S. En

(2) Louis Fischer: *Les Soviets dans les affaires mondiales*, Paris, 1933, p. 663.
 (3) Staline: *Les questions du Léninisme*, tome I, Paris, 1926, p. 315-317.

même temps l'avènement de Hitler a accentué à l'extrême les contradictions entre l'Allemagne, visant à la révision de l'état de choses créé à Versailles, et le gardien suprême du *status quo* en Europe, la France.

La situation était telle, vu la défaite de la classe ouvrière allemande en 1933 et l'affaiblissement du mouvement communiste mondial (reconnu, par exemple, par Piatnitsky, secrétaire de l'I.C., dans son discours au XIII^e Exécutif de l'I.C. en décembre 1933), dus à la fausse politique de l'I.C. et de ses sections, qu'il fallait payer un prix élevé pour sauver l'Union Soviétique devant les menaces hitlériennes et japonaises. Il est du devoir des communistes de l'expliquer aux ouvriers. Il était du devoir du gouvernement soviétique, en tant que pouvoir prolétarien, de le dire ouvertement, afin de déterminer, ensemble avec les ouvriers révolutionnaires du monde entier, une politique internationaliste révolutionnaire de défense de l'U.R.S.S. — Des mesures pratiques envers les états capitalistes ne peuvent avoir leur pleine efficacité que dans les cadres de cette politique.

La situation imposait au gouvernement soviétique des mesures énergiques dans ses rapports avec ces États capitalistes: le rapprochement avec la France et ses alliés pour se défendre contre l'Allemagne et la Pologne passée, en fait, sous sa tutelle; le rapprochement avec les États-Unis et l'Angleterre pour se défendre contre le Japon; le renforcement de l'armée soviétique et des moyens de défense du pays. Il fallait abandonner « l'attitude olympienne » de la période précédente et essayer de se procurer l'aide des autres puissances intéressées, comme l'U.R.S.S., à arrêter les tendances expansionnistes de l'Allemagne et du Japon, aide économique, politique et surtout aide militaire, car l'Allemagne et le Japon ne cachent pas du tout leur volonté de procéder au « nouveau partage » du monde par la force de leurs armées.

Alliances militaires Le problème des alliances du gouvernement soviétique avec les gouvernements capitalistes n'est pas nouveau; il se posa dès le lendemain de la révolution d'octobre.

Lénine l'explique d'une façon parfaitement claire dans sa Lettre aux Ouvriers américains écrite le 20 août 1918:

Lorsque en février 1918, les brigands de l'impérialisme allemand ont mis leurs troupes en marche contre la Russie désarmée et qui avait déjà effectué sa démobilisation, victime de sa confiance en la solidarité internationale du prolétariat, alors que la révolution internationale n'était pas encore venue à maturité, je n'hésitai pas un instant à « m'entendre » avec des monarchistes français. Le capitaine Jacques Sadoul, qui, sympathisant en paroles avec les bolchéviks, était en fait dévoué corps et âme à l'impérialisme français, m'amena l'officier français de Lubersac. « Je suis monarchiste, mon seul but est la défaite de l'Allemagne », me déclara de Lubersac. « Cela va sans dire », lui répondis-je. Cela ne m'empêcha nullement de « m'entendre » avec de Lubersac au sujet des services que les officiers français, spécialistes du génie, pourraient nous rendre en minant les voies de chemin de fer pour entraver l'offensive allemande.

Ce fut un exemple « d'entente » qui sera approuvé par tout ouvrier conscient, une entente dans l'intérêt du socialisme. J'ai serré la main du monarchiste français et nous savions fort bien pendant ce temps que chacun de nous eût volontiers fait pendre son « partenaire ». Mais nos intérêts coïncidaient pour l'instant. Contre l'offensive des rapaces allemands, nous avons utilisé, dans l'intérêt de la révolution socialiste russe et internationale, les contre-intérêts tout aussi rapaces des impérialistes adverses.

Nous avons servi de cette façon les intérêts de la classe ouvrière de Russie et des autres pays; nous avons renforcé le prolétariat et affaibli la bourgeoisie du monde entier; nous avons, comme il est légitime et nécessaire de le faire dans toute guerre, manœuvré, louvoyé, reculé, dans l'attente du moment de la maturité de la révolution prolétarienne imminente dans une série de pays avancés.

Les dirigeants du Parti (Thorez, Monmousseau, Duclos et autres) qui qualifiaient hier encore de *calomnies* et de *canalleries* les affirmations que l'U.R.S.S. est en train de conclure une alliance militaire avec la France, qui prétendaient que *jamais* l'U.R.S.S. ne conclura une pareille alliance (voir, par exemple, le discours de Monmousseau au récent Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, en août 1934) montrent ainsi leur ignorance des principes élémentaires du bolchévisme, de l'expérience de la grande révolution russe.

A moins de tomber dans le tolstoïsme, il faut reconnaître que tant que l'impérialisme emploie la guerre comme moyen suprême de solution des problèmes politiques — et il ne cessera de le faire jusqu'à sa mort, tant qu'il ne sera pas renversé par la révolution prolétarienne — la défense de l'U.R.S.S. n'est pas possible sans l'emploi des forces militaires. Et au moment où les seules forces de l'armée rouge ne sont pas *suffisantes* contre les forces du brigand impérialiste allemand, l'Etat soviétique doit s'assurer la collaboration des armées des brigands impérialistes qui, dans la situation donnée, sont prêts à arrêter, *par la force*, s'il le faut, les plans expansionnistes de l'Allemagne.

C'est au fond le sens du « pacte oriental d'assistance mutuelle » que, depuis bientôt deux ans, l'U.R.S.S. met au centre de sa politique. L'U.R.S.S. se rend bien compte que les anciens pactes de non-agression qui ne constituent qu'une obligation *morale* de ne pas attaquer un autre Etat, ne suffisent plus.

Les *Izvestia* du 28 mars affirment qu'

aucune dialectique ne permet de trouver une différence de fond entre le traité de Locarno, la proposition du pacte oriental aérien et la proposition du pacte régional oriental d'assistance mutuelle.

Nous avons vu plus haut comment Staline, en 1925, apprécia Locarno : « Plan de disposition des forces en vue d'une nouvelle guerre. »

Le Locarno oriental, aussi bien que le Locarno occidental, le pacte aérien, les Locarno éventuels de la Méditerranée, de l'Extrême-Orient, sont des « plans de disposition des forces en vue d'une nouvelle guerre ». L'U.R.S.S. ne fait que défendre le régime social issu de la révolution d'octobre. Mais il faut reconnaître franchement qu'elle est obligée de le faire en organisant la collaboration militaire avec les impérialistes contre l'agresseur éventuel.

« Il faut payer. »

Si les pays capitalistes accordent à l'U.R.S.S. des garanties contre l'agression, ils ne le font pas pour les beaux yeux de Litvinov ni par amitié pour l'U.R.S.S. Non, ils le font comme des commerçants avisés, en exigeant des contre-parties.

« Vous voulez notre aide, disent-ils. Bien, mais alors il faut que vous nous aidiez également. Si l'Allemagne vous attaque, les troupes françaises et tchécoslovaques viendront à votre aide. Mais si l'Allemagne attaque la France ou la Tchécoslovaquie, l'armée rouge devra également intervenir et faire la guerre à l'Allemagne. Plus encore, vous devez faire partie de la S.D.N. que les congrès communistes ont appelé « Société des brigands impérialistes », « trust international des pays vainqueurs constitué pour l'exploitation de leurs concurrents vaincus et « des peuples coloniaux » (4). Vous devrez reconnaître le traité de Versailles, le pacte de la S.D.N. n'étant qu'une partie de ce traité. Vous garantirez ainsi le *statu quo* dans toute l'Europe, car le rôle de la S.D.N. est précisément d'empêcher le changement du statut territorial établi par les vainqueurs de la guerre » (les possibilités de révision des traités par des moyens pacifiques, prévus dans le pacte de la S.D.N., sont purement théoriques et illusoire, un véritable trompe-l'œil) (5).

Ce compromis avec « le diable impérialiste » ne peut résoudre le problème de la sauvegarde de l'U.R.S.S. qu'à condition de n'être, comme Lénine l'expliquait en 1918, qu'une trêve en attendant la révolution mondiale prolétarienne qui peut seule apporter à l'U.R.S.S. et au monde entier « la sécurité contre la guerre ». L'U.R.S.S. existe depuis dix-huit ans dans l'entourage capitaliste, mais il serait faux d'en déduire que cet état de choses peut durer d'une façon indéfinie. L'aggravation actuelle du danger de guerre anti-soviétique montre précisément que la contradiction entre l'U.R.S.S. et le monde impérialiste doit aboutir à une conflagration violente, si la révolution n'éclate pas avant. Malgré ses succès économiques, l'U.R.S.S., isolée, est plus faible que l'impérialisme mondial. C'est pourquoi elle doit passer des accords avec un groupe d'impérialismes contre un autre. Mais ces accords ne suppriment pas la tendance des pays impérialistes à résoudre leurs contradictions au détriment de l'U.R.S.S., tendance dont parle Staline dans son rapport au XVI^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. en 1930. Les signataires du pacte oriental, les alliés actuels de l'U.R.S.S., peuvent demain se réconcilier avec leurs rivaux allemands ou japonais et organiser une Sainte Alliance anti-soviétique. La seule garantie contre cette tendance, contre cette éventualité, c'est l'action du prolétariat international, le seul véritable allié de l'U.R.S.S., celui qui a empêché la défaite de la Russie soviétique lors de l'intervention militaire des impérialistes en 1918-1920. La poli-

(4) III^e Congrès de P.C., 1921. La tentative d'expliquer que la S.D.N. a changé ce caractère fondamental grâce au départ du Japon et de l'Allemagne, est tout simplement ridicule. L'Allemagne ne faisait pas partie de la S.D.N. jusqu'en 1926. Le Japon n'y jouait qu'un rôle secondaire. Le départ de ces deux pays a plutôt renforcé le rôle de la S.D.N. en tant que bloc des profiteurs de la guerre mondiale voulant à tout prix défendre leurs conquêtes, le *statu quo*.

(5) Voir les raisons de la non-adhésion de l'U.R.S.S. à la S.D.N. jusqu'en 1934 — donc ce qu'elle a abandonné en y adhérant en 1934 — dans la brochure de Gabriel Péri, éditée en 1933: *Le Monde sous les armes*, p. 18.

tique extérieure du gouvernement soviétique ne sera révolutionnaire que dans la mesure où elle sera subordonnée à ce but suprême: la préparation de la révolution mondiale.

La politique soviétique de sécurité Mais, le « tournant » de la politique soviétique de 1933-1934 est accompagné d'une véritable révision des principes du communisme, des enseignements de Lénine sur l'impérialisme et sur la guerre. Au lieu d'expliquer franchement aux ouvriers la nécessité pour l'U.R.S.S. de conclure « des traités d'assistance mutuelle », à la Locarno, avec les brigands impérialistes, on transforme ces brigands en compagnons honnêtes tendant, comme l'U.R.S.S., à la paix; on adopte la conception de « la sécurité contre la guerre par l'assistance mutuelle contre l'agresseur et par l'arbitrage », conception traditionnelle de la bourgeoisie française. Le langage actuel de Litvinov sur « la paix indivisible », sur « la construction de la paix », sur « l'intangibilité des frontières », etc..., est inspiré par « l'esprit locarnien » de Briand, par les conceptions de Herriot; il est en contradiction formelle avec les enseignements de Lénine.

Voyons quelques étapes de cette évolution.

Le 6 février 1933, un an à peine après son discours contre Tardieu dans lequel il a dénoncé la « conception française de la sécurité », Litvinov dépose à la Conférence du Désarmement sa définition de l'agresseur qualifiée par la presse soviétique de « charte des droits des peuples sur l'indépendance et la sécurité ». Le sens de cette déclaration, c'est la reconnaissance de « l'intégralité entière des territoires et des frontières actuelles de tous les peuples », de « leur liberté de défense nationale contre les attaques ou les invasions du dehors ». Chaque violation du territoire d'autrui est qualifiée d'agression.

Selon cette définition, un pays colonial, par exemple, qui commencerait la guerre contre un pays impérialiste qui l'opprime, sera traité comme étant responsable de la guerre si c'est lui qui a « violé » la frontière établie par la force, et c'est contre lui que des mesures devraient être adoptées. Si, par exemple, il était établi que les troupes abyssines avaient les premières « envahi le territoire » de la Somalie italienne (on sait combien il est facile de mettre en scène de pareils envahissements!), l'impérialisme italien serait considéré, en vertu de cette définition, comme le pays attaqué et sa guerre contre l'Abyssinie serait « une guerre défensive ». Un brigand qui se satisfait à digérer le produit de ses vols antérieurs est proclamé partisan de la paix, seul le brigand qui essaye de lui enlever la rapine est considéré comme brigand, de même d'ailleurs que celui qui lutte pour reprendre ce qu'on lui a volé (peuples opprimés).

En réalité, ni l'attachement de la France au *statu quo*, ni l'hostilité de l'Allemagne au statut territorial actuel de l'Europe, n'ont rien de commun avec la paix. Les déclarations pacifiques de Flandin-Laval-Titulesco sont aussi hypocrites et mensongères que celles de Hitler ou de Goebbels. C'est un abus inadmissible que de proclamer « attachement à la paix » l'attachement aux conquêtes impérialistes et l'armement à

outrance pour leur défense. Seuls les pays non-impérialistes, l'U.R.S.S. en premier lieu, peuvent mener une politique de paix.

Il peut sembler que tout cela n'est que des vérités élémentaires pour un communiste. Hélas, les dirigeants communistes sont en train de les réviser.

Après la définition de l'agresseur par Litvinov, correspondant aux intérêts des vainqueurs de la guerre, nous apprenons, le 25 décembre 1933, par l'interview de Staline avec Duranty, que la S.D.N. « peut faciliter, dans une certaine mesure, l'œuvre de paix ». On substitue ici de nouveau à la « paix impérialiste » — trêve entre deux guerres — la notion vague « la paix ». On peut discuter si la S.D.N. peut ou non prolonger la paix, mais une chose est incontestable, c'est que, loin de lutter contre les causes de la guerre, elle prépare, tout comme le traité « de paix » de Versailles, de nouvelles guerres. Dans ce sens parler de « son action contre la guerre » signifie tomber dans le pacifisme le plus plat.

C'est Litvinov qui, le 29 décembre 1933, dans son discours au Comité Central Exécutif de l'U.R.S.S., développe la nouvelle théorie sur le « pacifisme des Etats impérialistes »:

... Les Etats capitalistes ne veulent pas tous la guerre à n'importe quel moment ou avec une force toujours égale. L'Etat le plus impérialiste peut devenir pour telle ou telle période profondément pacifiste.

Voici le critère de ce pacifisme:

Ce qui caractérise particulièrement la situation, c'est que l'attitude observée vis-à-vis de notre Union est devenue le critère de la volonté de paix des autres Etats.

Enfin, la définition de la nouvelle politique de l'U.R.S.S.:

De là le devoir de rassembler la masse énorme de l'humanité afin d'empêcher une minorité infime de faire échec à sa volonté de paix...

Les peuples qui, comme ceux de notre pays, ont fourni le maximum de preuves de leur volonté de paix et du respect qu'ils ont de la sécurité d'autrui, ont le maximum de droit à leur propre sécurité.

Cette thèse « sur l'organisation de la paix » par les efforts conjugués des impérialistes, liée à la définition de l'agresseur et la subordination du désarmement à la sécurité, correspond parfaitement à la thèse française traditionnelle. Elle permet la collaboration étroite franco-soviétique lors de l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. en septembre 1934.

Dans la mesure où les pourparlers en vue d'organiser « la sécurité à l'Est » se développent, la conception soviétique de la sécurité se précise et s'éloigne de plus en plus de la conception communiste: « Sécurité contre la guerre par la révolution. » Elle s'éloigne aussi de la conception primitive de Litvinov: « Sécurité par le désarmement. »

Maintenant il s'agit de « diminuer la tension entre les Etats ». Comment? Par la promesse de l'assistance mutuelle. La peur de se trouver devant un front uni d'action plus fort que lui, fera réfléchir l'agresseur éventuel. « Cela donnera aux participants du pacte un certain sentiment de sécurité, aidera à supprimer la méfiance d'un Etat à l'égard d'un autre, diminuera la tension... et constituera l'élément du renforcement

de la paix générale. » (*Izvestia* du 28 mars 1935.) On n'a qu'à procéder ainsi partout où la guerre menace, et ainsi la « paix indivisible » (définition de Litvinov) sera assurée. Or, vu qu'« actuellement la majorité des Etats sont intéressés profondément dans le maintien de la paix » (discours de Litvinov le 28 mars lors de la réception de Eden), les ouvriers n'ont qu'à surveiller leurs gouvernements pour qu'ils ne « dévient pas de la défense de leurs intérêts profonds » et la paix sera assurée.

Vers l'« union sacrée » Nous sommes ici en plein dans l'idéologie réformiste d'« union sacrée » : la contradiction des classes disparaît, tout le peuple a intérêt dans le maintien de la paix, aussi bien les bourgeois que les ouvriers. Idéologie réformiste selon laquelle seules des cliques particulières (en France, les « fascistes pro-hitlériens » et les marchands de canons) préparent la guerre en agissant ainsi contre les intérêts véritables de l'Etat (capitaliste). On n'a donc qu'à rassembler toutes « les forces de la paix » — de Herriot (allié à Marin) à Thorez — pour « empêcher les guerres ». Si dans le pays voisin, refusant de signer le pacte d'assistance mutuelle, « les forces de guerre » ont le dessus, et s'il déclenche les opérations militaires, la riposte « des pays pacifistes » est complètement justifiée. Ne faudra-t-il pas, dans ce cas, soutenir sa propre bourgeoisie qui « défend, d'accord avec l'U.R.S.S., la paix » ? On peut crier tant qu'on veut : « L'union nationale, jamais », l'idéologie pacifiste développée actuellement par Litvinov et le Parti Communiste de l'U.R.S.S. mène aussi sûrement vers l'« union sacrée » que le pacifisme de Blum-Rosenfeld, que le réformisme d'avant-guerre.

Le pacifisme sert à la bourgeoisie de moyen de « mobiliser les consciences » pour la guerre. Les masses populaires haïssent la guerre qui ne correspond pas à leurs intérêts ; elles veulent la paix et il est impossible de les entraîner à une guerre sans la présenter comme une guerre défensive, guerre *imposée* par l'ennemi, guerre qu'on est *obligé* d'accepter pour défendre l'existence de la patrie quoi qu'on soit inspiré du plus ardent amour de la paix. Chaque pas nouveau dans la course aux armements est couvert de phrases pacifiques de ce genre. La bourgeoisie est *obligée* d'agir de la sorte, car elle ne peut dire la vérité au public, lui dévoiler ses plans véritables, ses intérêts étant en contradiction avec les intérêts réels des ouvriers et des travailleurs en général. Elle doit camoufler sa politique.

Un pouvoir prolétarien, lui, n'a pas besoin de camouflage de ce genre. Il doit représenter les intérêts *véritables* de la majorité écrasante de la population, non seulement dans son pays, mais du monde entier. Il ne poursuit aucun but de conquête, il n'a aucune visée impérialiste, il peut et doit dire *toute la vérité* aux ouvriers, leur expliquer la situation, la *nécessité amère* d'acheter l'aide des impérialistes français contre les impérialistes allemands. Le pouvoir prolétarien devrait, en passant des ententes, se *délimiter* d'autant plus vigoureusement des « constructeurs impérialistes de la paix » que les buts qu'il poursuit sont *diamétralement* opposés aux leurs.

Ainsi les bolchéviks agissaient du temps de Lénine, quand ils comp- taient, pour lutter contre la guerre, non sur « la compréhension par les impérialistes de leur intérêt profond », mais sur le prolétariat révolutionnaire international. Or, l'internationalisme prolétarien est inconciliable avec le pacifisme bourgeois ou petit bourgeois, subordonnant les ouvriers de chaque pays à leur bourgeoisie respective. On ne peut gagner les ouvriers allemands aux idées de l'internationalisme prolétarien, de la révolution mondiale, en se plaçant sur le terrain du pacifisme genevois et de la « sécurité pour les vainqueurs de la guerre ». On ne peut pas davantage développer l'esprit internationaliste et révolutionnaire des ouvriers français en présentant Barthou ou Herriot comme « collaborateurs dans l'œuvre de la paix » et les opposant ainsi aux « fauteurs de guerre » de l'autre côté de la frontière.

Le passage, de la direction actuelle du P.C., de l'U.R.S.S. et de l'I.C. sur des positions pacifistes, s'explique par la méfiance dans les forces du prolétariat international, dans son énergie révolutionnaire, dans sa capacité de suivre consciemment une politique marxiste. Or, si l'on ne croit pas que les ouvriers peuvent et veulent aider l'U.R.S.S. *par devoir de classe*, en tant que pays de la révolution, si l'on ne croit pas dans la révolution socialiste qui se prépare, et si l'on met tous les espoirs sur les gouvernements bourgeois et leurs armées, il s'ensuit qu'il faut mettre tout en jeu pour « faire marcher » les ouvriers européens sous la direction de leurs gouvernements actuels. Par sa propagande pacifiste, la diplomatie soviétique met tout le poids de l'autorité immense de l'U.R.S.S. au service de ses alliés éventuels afin de renforcer le moral de leurs armées pour la guerre. Cela, c'est non seulement un prix exagéré pour l'aide militaire, c'est une capitulation idéologique devant l'ennemi de classe.

« Le danger
du nationalisme »
en U. R. S. S.

A l'intérieur de l'U.R.S.S., la même méfiance dans les masses mène de même à la préparation idéologique de la guerre non en tant que guerre révolutionnaire — comme dans le temps de Lénine — mais sous le drapeau du pacifisme, du « patriotisme soviétique », de l'attachement à « chaque pouce de la terre sacrée » de l'U.R.S.S. Ainsi, on développe dans la population soviétique non pas l'esprit internationaliste qui commande la subordination des intérêts de l'U.R.S.S. à ceux de la révolution mondiale, mais un esprit nationaliste qui constitue la négation de l'internationalisme prolétarien.

Il y a dix ans, Staline dénonçait, en termes excellents, la tendance nationaliste due au « scepticisme envers la révolution prolétarienne mondiale », tendance qui se faisait déjà jour en U.R.S.S. :

... Ceux qui sont atteints de cette maladie (perte de la perspective révolutionnaire internationale) considèrent notre pays non pas comme une partie du mouvement révolutionnaire mondial, mais comme le début et l'achèvement de ce mouvement, puisqu'ils estiment que l'on doit sacrifier aux intérêts de notre pays ceux de tous les autres... Faut-il soutenir le mouvement d'émancipation en Allemagne? Est-ce que cela en vaut la

peine? Ne serait-il pas mieux de se mettre d'accord avec l'Entente sur le traité de Versailles et d'obtenir une petite compensation?

... Il est évident que c'est seulement sur la base de l'internationalisme conséquent, de la politique extérieure de la révolution d'octobre, que le premier Etat prolétarien peut rester le porte-drapeau du mouvement révolutionnaire mondial; il est clair que la ligne de moindre résistance et le nationalisme en politique extérieure signifient l'isolement et la décomposition de la première révolution victorieuse.

Voilà pourquoi l'absence d'une perspective révolutionnaire internationale mène au danger de nationalisme et de dégénérescence. (6).

Paroles vraiment prophétiques! Nous assistons actuellement au triomphe, sous les auspices de Staline, de la tendance dont il décrivait justement le danger en 1925.

Le prolétariat révolutionnaire doit rejeter résolument le pacifisme actuel de Litvinov comme une idéologie anti-prolétarienne ne pouvant que préparer la nouvelle « union sacrée » avec la bourgeoisie. Il doit la rejeter et maintenir plus que jamais le drapeau du marxisme-léninisme, car seule une politique révolutionnaire conséquente, seul l'internationalisme prolétarien et la rupture avec la bourgeoisie, peuvent assurer la défense de l'U.R.S.S. en tant que « partie du mouvement révolutionnaire mondial ». L'« union sacrée » signifie non seulement l'abandon des principes élémentaires du communisme, mais aussi la trahison de la véritable défense de l'U.R.S.S. que les brigands impérialistes dévoreront s'ils ne trouvent pas sur leur chemin le prolétariat révolutionnaire international.

Le prolétariat ne peut pas et ne doit pas mettre sur le même pied les impérialistes collaborant avec l'U.R.S.S. et ceux qui préparent la guerre contre elle, comme le font les dirigeants du Parti qui n'ont pas encore complètement assimilé le « nouvel évangile du pacifisme communiste ». Litvinov a raison quand il dit « que l'attitude observée vis-à-vis de l'U.R.S.S. est devenue le critère », mais il a tort de prétendre que c'est le critère de la volonté de paix. Non, ce n'est pas de la paix qu'il s'agit, mais dans quel bloc sera, probablement, l'Etat en question; dans la coalition qui fait la guerre contre l'U.R.S.S. ou dans la coalition adverse. C'est une chose de la plus haute importance, et les ouvriers doivent adopter une politique différente dans les deux cas. Mais la condition préalable pour fixer une politique communiste dans la guerre, c'est la rupture implacable avec toute sorte de pacifisme de collaboration de classe, d'union nationale, la délimitation la plus rigoureuse avec tous les « constructeurs impérialistes et réformistes de la paix », en un mot, une politique de classe intransigeante. C'est seulement en se plaçant sur ce terrain que le prolétariat peut établir une politique prolétarienne juste de lutte contre la guerre impérialiste et la défense de l'U.R.S.S., action indissolublement liée à la préparation de la révolution socialiste (7).

Pierre LENOIR.

(6) Staline: *Les questions du Léninisme*, tome I, pages 268-269.

(7) Voir notre article: « La défense de l'U.R.S.S. et le prolétariat mondial », dans le n° 4 de *Que Faire?*

Vie du Parti

Le XI^e rayon contre le régime du baillon

Le samedi 23 et le dimanche 24 mars, s'est tenue la conférence de la région Paris-Ville du Parti. *L'Humanité* du 28 mars prétend en donner un compte rendu. Or, ce « compte rendu » ne permet en aucune manière d'avoir une idée de ce qui s'est passé. Il passe, en effet, sous silence le seul fait politique important qui ait marqué cette conférence: la double intervention du secrétaire du XI^e rayon, le camarade C.

Ce camarade tenta de soulever à la tribune une discussion sur quelques-uns des problèmes politiques auxquels réfléchissent maints camarades de la région, que l'on aborde dans les cercles en marge des organisations régulières, mais que les adhérents craignent la plupart du temps de porter devant les larges assemblées du parti.

Le camarade C. se borna à demander des explications et à poser des questions sur les problèmes suivants:

1° Dans la situation présente de crise extraordinaire, au moment où le prolétariat révolutionnaire cherche une issue, où il s'agit de bander toutes ses forces contre le fascisme et le danger de guerre proche, pourquoi le Comité Central ne trace-t-il point de claires perspectives révolutionnaires, pourquoi ne lance-t-il pas les mots d'ordre nécessaires? Pourquoi n'oriente-t-il pas les masses vers la prise du pouvoir?

2° La tactique du Front Populaire ne fait-elle pas perdre de vue les perspectives révolutionnaires?

3° Est-il juste de se limiter à la défense des revendications immédiates?

4° Pourquoi, alors que l'on parle d'« autodéfense » depuis des années, le parti est-il incapable de présenter la moindre réalisation dans ce domaine, ce qui fait que les manifestations non autorisées par le gouvernement sont presque impossibles?

5° Est-ce que le parti veille véritablement à organiser un sérieux travail dans l'armée?

6° Pourquoi n'existe-t-il pas de démocratie dans notre Parti?

Les questions du camarade C., sous une forme extrêmement modérée et peu développée, touchaient cependant aux points névralgiques de la politique bureaucratique et opportuniste de la direction du parti.

Il est réconfortant de voir que la majorité de la conférence a applaudi le premier exposé du camarade C.

Malgré l'extrême modération de cet exposé, il n'en fallut pas davantage pour faire régner l'état d'alerte chez les dirigeants présents à la conférence.

Le camarade R., du 17^e ne trouve rien de mieux que d'accuser C. de pessimisme! Le délégué du 1^{er} et 2^e rayon s'indigne que l'on puisse critiquer le C. C. et est convaincu que ce dernier « pense (!) toujours au but final ». « Quant à l'autodéfense et à l'armement du prolétariat, ajouta-t-il, c'est faux de dire que le P. C. n'a pas une idée claire, l'article de Vaillant-Couturier a bien expliqué la position du C. C. sur cette question. »

La conférence applaudit mollement à ces tentatives de défense de la direction et même lorsque le délégué du 14^e s'efforça de pousser à son tour son petit refrain « contre l'intervention du camarade C. » une bonne partie de la conférence protesta — mi-indignée et mi-ironique. Lorsque C. reprit la parole le dimanche pour exposer très posément qu'il ne croyait pas avoir outrepassé ses droits de membre du Parti en posant ces modestes questions au nom de son rayon et pour empêcher que l'on caricature sa pensée, un bon quart de la salle le soutint.

En résumé, l'intervention de C. constitua l'axe de toute la conférence. La direction du parti comprenant qu'il fallait absolument détruire l'effet produit délégua Jacques Duclos pour lui répondre dans un discours de clôture.

« Ah! Ah! L'on nous accuse d'opportunisme et de perte des perspectives révolutionnaires? Nous connaissons cela, ce sont les chefs S.F.I.O.

qui le disent, une telle accusation est une déviation socialdémocrate (11). On nous accuse de ne pas nous préparer à l'insurrection? Mais on oublie que nous ferons la révolution avec des gens qui auront une idéologie contre-révolutionnaire (11). » Puis, dans l'incapacité de répondre aux questions posées par le délégué du XI^e, Duclos se hâta d'employer la méthode bien connue qui consiste à caricaturer les arguments apportés et les craintes exprimées.

« C'est une théorie contre-révolutionnaire d'attendre que tous les gens soient éduqués... ceux qui disent que l'on peut faire la révolution avec quelques cadres techniques ne comprennent rien. Les chefs de la guerre révolutionnaire en U. R. S. S. n'avaient jamais été soldats... Les dépôts d'armes sont toujours entre les mains de la police... Il ne faut pas séparer des masses les groupes de défense... »

Et ce fut tout. Nous venons ici de transcrire littéralement les paroles de Duclos; il n'apporta pas autre chose que ces phrases incohérentes et creuses aux questions posées par le XI^e rayon. M. S.

Après cette lettre du camarade M. S., nous avons reçu la lettre suivante:

Une conférence extraordinaire du XI^e rayon décidée par la direction du parti s'est tenue le 12 avril. Il s'agissait d'exclure le secrétaire C. de tous ses postes en attendant de l'exclure du parti, parce qu'il avait posé — au nom du rayon — une série de questions à la conférence de la région Paris-Ville.

Tous les camarades du rayon ont bien compris que toutes les questions étaient décidées à l'avance par la direction du parti et que cette conférence était purement formelle.

En effet, quoique C. ait été soutenu et applaudi par 80 % de la conférence de rayon, le représentant de la direction Lampe fraîchement accueilli présenta au vote de l'assemblée un comité de rayon nouveau dont C. se trouvait exclu, comité nouveau composé de camarades inexpérimentés qui se crurent sans doute obligés d'accepter « par discipline ».

De la même façon, « par discipline » C. ne se présenta pas et ne présenta pas une liste contre celle imposée par la direction du parti. Alors qu'il avait été désigné par le rayon comme candidat aux élections municipales, C. fut de même mis dans l'obligation de retirer sa candidature.

La grosse majorité du rayon n'est pas du tout convaincue par les « arguments » servis par Lampe. Ces arguments sonnaient tellement faux que lui-même n'avait guère l'air convaincu.

N'osant pas se dresser ouvertement contre la direction du parti et ne sachant pas que faire, la conférence, en grande majorité, en accord avec C., accepta la mort dans l'âme les décisions imposées par en haut. J. T.

Les lettres des camarades M. S. et J. T. sur la conférence de la région Paris-Ville et sur la conférence du XI^e rayon de Paris montrent un exemple concret: comment, malgré le régime étouffant que la direction fait régner dans le parti, la base prolétarienne tente de réagir contre la politique fautive imposée d'en haut.

Après avoir caché l'intervention du camarade C. au parti, la direction prend contre lui des mesures d'organisation en violation flagrante des principes élémentaires du centralisme démocratique, maintes fois rappelés par Lénine, et qui furent à la base de la fondation du la III^e Internationale.

Nous demandons aux camarades du XI^e rayon qui sont d'accord avec l'intervention de C. de nous écrire, afin de pouvoir exposer en toute liberté leur point de vue. Nous publierons volontiers leurs lettres. Les camarades du XI^e rayon ne doivent pas se condamner au silence alors qu'ils ont compris la politique erronée et anti-démocratique de la direction du parti. Se courber sans lutter ne serait pas digne de communistes, surtout lorsque la direction elle-même prend l'initiative de rompre avec le centralisme démocratique et de briser le statut fondamental du parti.

Ceux d'entre eux à qui l'on tenterait de présenter *Que Faire?* de façon calomnieuse ou sous un jour faux, doivent vérifier par eux-mêmes le contenu de notre revue. Pour cela, ils n'ont qu'à demander l'envoi des 5 premiers numéros à G. Rucar, 10, rue Gay-Lussac, Paris (5^e), cet envoi leur sera fait gratuitement, malgré les efforts supplémentaires que cela nous impose.

N. D. L. R.

Boîte aux Lettres

LETTRE DU CAMARADE P. G.

Je voudrais formuler quelques remarques au sujet de l'éditorial paru dans le n^o 3 de *Que Faire?* sous le titre « Le premier pas », que je considère comme politiquement faux.

I. — Vous dites que de nombreux camarades qui par crainte de répression cachent au Parti leurs profondes divergences avec la direction s'adressent à vous et vous demandent: que faire? comment agir? A cela, vous répondez: patience, amis! Continuez de vous taire. Vous avez raison de ne pas risquer de sanctions. Soyez prudents. Mais au lieu de rester passifs, groupez-vous clandestinement et discutez dans d'étroits cercles d'initiés les problèmes que la direction ne vous permet pas de soulever devant le Parti. C'est la seule voie qui reste pour vous organiser et nous préparer aux actions plus larges dans l'avenir.

Ces directives sont-elles justes?

Je crois que politiquement, il est faux de lancer le mot d'ordre: taisez-vous! dans un article qui s'adresse à l'ensemble des camarades qui voient le mal et cherchent une voie de salut. Nous sommes tous d'accord que le déclin du mouvement communiste s'exprime entre autres dans l'état d'esprit de lâcheté politique que la direction a réussi à créer dans le Parti. On voit le mal, mais on se tait. La conspiration du silence autour de la criminelle politique des Thorez et Gitton fonctionne à merveille. Or, dans ces conditions, une revue d'opposition a-t-elle politiquement le droit quand on s'adresse à elle avec la question « que faire? » de ne pas répondre en premier lieu: rompez le silence! parlez! exigez hautement votre droit de critique! propagez vos justes idées autour de vous dans le Parti. Je crois qu'on ne peut pas répondre autrement.

Je sais bien qu'il ne s'agit pour vous que du « premier pas », de l'état préliminaire: vous ne voulez pas que la direction coupe du Parti les faibles noyaux d'opposition qui s'y forment actuellement.

Mais le problème que je pose est essentiellement politique. Peut-on, — sans tomber dans l'opportunisme de fait — invoquer notre grande faiblesse (que je ne conteste point) pour substituer ne fût-ce que temporairement au problème de la lutte politique contre la direction celui de la préparation organique à cette lutte? Peut-on séparer dans le temps ces deux problèmes, comme vous le faites? Car dire aux camarades: taisez-vous pour le moment dans vos cellules, équivalant à leur dire: renoncez pour le moment à la lutte politique contre la direction. Le caractère passager de ces mesures ne change rien dans leur aspect politique: quelle que soit leur durée, elles constituent toujours la directive de ne pas engager la lutte, de laisser faire. Elle ne peut que renforcer les tendances vers l'indifférentisme et le j'm'enfoutisme qui sont fortes déjà parmi les camarades mécontents de la politique actuelle du Parti.

II. — De votre thèse que « la seule voie qui reste possible aux communistes qui veulent le redressement et la réforme du parti, c'est de s'organiser de telle façon qu'ils ne puissent être frappés ou exclus au gré des organismes dirigeants », il ressort selon moi que le salut du Parti communiste ne peut venir que des forces se trouvant encore à son intérieur. De cette conception découle logiquement la directive que vous donnez: restez au parti à tout prix. Mais de cette manière, vous avez déplacé le problème des exclusions. Vous l'avez soustrait du terrain politique pour l'enfermer dans les cadres étroits du domaine organisateur.

Or, je crois qu'il faut faire comprendre aux camarades que la lutte qu'ils mèneront pour libérer le mouvement communiste de la direction petite bourgeoise actuelle ne finira pas avec leur exclusion. Un exclu n'est pas perdu pour la cause de la rénovation. Pourvu qu'il reste sur la position des principes fondamentaux de la III^e Internationale, un exclu peut travailler fructueusement pour le parti en dehors de celui-ci. Puis, n'oubliez pas qu'une exclusion après une lutte sur la juste plateforme, qu'elle se produise même au milieu d'indifférence générale (qui est le plus souvent apparente), laisse des traces assez profondes dans l'esprit de nombreux camarades. L'influence des idées exprimées hardiment, la lutte menée pour ces idées dans les conditions dures d'isolement, les méthodes que la direction emploie pour les combattre, la loyauté d'opposition, — non envers l'appareil mais envers ses camarades, son parti, — tout ceci c'est la semence qui n'est pas perdue.

Il faut dire aux camarades : lutez pour vos idées et ne vous laissez pas exclure, faites appel à vos camarades pour qu'ils vous défendent. Et surtout, ne vous laissez pas intimider par le spectre d'exclusion que la direction agite devant tout le monde. Car bien qu'elle ait usurpé le pouvoir dans le parti, elle n'est pas en état de vous rejeter hors du mouvement communiste qu'elle prétend injustement représenter tout entier.

III. — Je crois enfin que la perspective du développement du travail clandestin que vous tracez est utopique, car basée sur de faux principes. Vous faites croire aux camarades qu'en se réunissant clandestinement dans les cercles d'études pour y discuter ils arriveront peu à peu à grossir leurs rangs dans des « proportions suffisantes » pour passer ensuite aux actions plus larges. Mais vous considérez toujours le côté purement d'organisation du mouvement communiste sans vous préoccuper (dans ce cas particulier, bien entendu), de son côté politique et idéologique. En effet, comment peut-on conquérir les gens du Parti aujourd'hui « lignards » aux idées d'opposition ? Je ne vois pas d'autre voie qu'intervenir au cours même des actions du Parti en montrant les justes solutions. Les gens pour se convaincre doivent faire leur propre expérience. La direction la leur fait faire, c'est vrai, mais justement le rôle d'opposition est d'éclairer la route des déceptions — que tôt ou tard traversera chaque militant du Parti — de la lumière de nos critiques et solutions. Mais une telle action signifie la lutte ouverte et tenace au sein du Parti pour nos idées.

En terminant, je tiens à préciser que je ne suis nullement partisan de la déclaration ouverte de chaque opposant dans n'importe quelles conditions. Il faut ruser avec notre adversaire, c'est clair. Mais j'estime que la ruse si elle peut bien servir comme moyen accessoire du travail oppositionnel ne peut jamais être élevée au rang d'une méthode essentielle de notre lutte.

P. G.

REPONSE DE LA REDACTION.

Le camarade Garnier formule une série de critiques contre les conceptions qu'il nous attribue, mais qui, en réalité, ne sont pas les nôtres.

Selon lui, nous conseillons aux camarades « de discuter dans d'étroits cercles d'initiés les problèmes que la direction ne permet pas de soulever devant le Parti, de se taire et de rester à tout prix dans le Parti ».

Le camarade Garnier passe sous silence le conseil fondamental que nous donnons : entrer en liaison avec *Que Faire?* Il n'aperçoit pas que l'essentiel, selon nous, c'est la propagande individuelle pour conquérir les camarades aux idées de *Que Faire?* Nous recommandons aux camarades non pas de se taire, mais « d'intervenir avec la prudence nécessaire (dans les assemblées régulières du parti) sur un problème à l'ordre du jour et développer partiellement quelques-unes des idées exposées par *Que Faire?* ».

Nous ne recommandons nullement de rester coûte que coûte dans le parti. Nous savons bien que même en prenant toutes les précautions nécessaires, on peut être repéré par la direction et exclu du parti. Nous pensons seulement que dans la lutte, il faut agir avec discernement, qu'il faut

étudier les expériences du passé et employer les méthodes de travail qui rendraient à la direction du parti plus difficiles ses tentatives de décapiter chaque courant d'opposition et de rompre ses liaisons avec les camarades du parti.

Loin de négliger les exclus, nous nous posons comme notre première tâche « d'établir un centre de liaison idéologique entre ces divers cercles et groupes de camarades constitués soit dans le parti, soit hors du parti ». Cette tâche — grouper tous les communistes (membres du parti ou non) — nous nous la sommes fixée dès la fondation de la revue. Vu que le gros des communistes se trouve dans le Parti communiste et parmi ses sympathisants, nous concentrons nos efforts pour conquérir les membres du parti et les sympathisants à nos idées. Les camarades exclus peuvent jouer un rôle très important dans cette direction, s'ils restent en liaison avec l'organisation — dans le cas donné c'est notre revue — et contribuent par leurs efforts, de même que les membres du parti, à la réalisation de nos tâches communes.

Enfin, le conseil du camarade Garnier qu'il « faut intervenir au cours même des actions du parti pour montrer de justes solutions » est, peut-être le plus singulier. Est-ce que tout notre travail, l'édition d'une revue politique, est autre chose que cette intervention ? La diffusion de la revue et de ses idées, n'est-ce pas, dans les conditions actuelles, le moyen principal de l'action politique dont nous disposons ?

Les critiques que le camarade Garnier adresse à notre plan d'organisation ne sont pas fondées. Mais le fond de son article ne consiste pas dans ces critiques. C'est qu'il considère, en général, un plan d'organisation comme une tâche inutile. Le camarade Garnier considère que la lutte politique contre la direction ne doit pas être organisée, que c'est « de l'opportunisme de fait (? et non pas de droit!) » que de « substituer ne fût-ce que temporairement (!) au problème de la lutte politique contre la direction celui de la préparation organique de cette lutte ».

Il faut l'avouer franchement : nous sommes tombés dans le péché de « cet opportunisme de fait » que dénonce avec tant de véhémence le camarade Garnier. Nous avons pensé que pour lutter — politiquement ou autrement — il faut se préparer à la lutte ; et quand il s'agit d'une action collective, il faut organiser préalablement nos forces pour avoir le maximum de chances de succès. On peut, on doit discuter quelles méthodes d'organisation correspondent mieux au but, quand faut-il livrer la bataille, quand vaut-il mieux reculer en attendant les renforts, etc. etc. ; mais tout cela signifie que la *préparation organique* (ou technique) de la lutte est de la plus haute importance. Pour nous, la revue n'est pas seulement le centre d'agitation et de propagande politique, mais encore un centre d'organisation des camarades qui luttent pour le même but que nous, et de ceux qui ne font que commencer à venir vers ce but.

Chaque lutte, chaque action politique comprend une technique, et on ne peut vaincre, sans s'occuper de la façon la plus minutieuse, en détail, des règles de cette technique, sans préparer les éléments de la victoire. Imaginez-vous un dirigeant ouvrier indigné de l'exploitation patronale qui, au lieu d'étudier les circonstances concrètes du déclenchement d'une grève pour choisir le moment le plus favorable, au lieu d'organiser les ouvriers, aurait proclamé : on n'a pas le droit d'attendre et de ne pas engager la lutte. Le problème qui se pose, c'est la lutte, donc, engageons-la, sans nous préoccuper « de sa préparation ». Un dirigeant pareil ne pourrait qu'amener la défaite des ouvriers, sa phraséologie révolutionnaire aurait seulement facilité au patronat sa victoire.

Les conseils pratiques du camarade Garnier ne reposent sur aucune analyse de la situation, du rapport de forces, etc. Il voit le mal : le régime d'étouffement qui règne dans le parti, il est indigné de la *lâcheté politique* qui règne autour de lui et il croit que la seule chose à faire est de « rompre le silence et de parler », car *se taire ou ruser*, c'est aussi un mal, donc une méthode inadmissible. Le camarade Garnier préconise

des actes individuels des camarades hardis qui, par leur sacrifice, jetteront dans les esprits des camarades « la semence qui ne sera pas perdue ».

Le camarade Garnier reconnaît que notre lutte contre la direction du parti, c'est la lutte de deux courants politiques et non pas une lutte individuelle. La direction est bien organisée, dispose d'énormes possibilités pour écraser toute velléité oppositionnelle, s'appuie sur la presse, sur tout un réseau d'organes dont une des tâches essentielles est de dépister « les hérétiques », empêcher leur action sur les camarades du parti, etc. Or, croire qu'il suffit que des camarades isolés « parlent » pour que tout cet édifice s'écroule, comme les murailles de Jéricho au son de la trompette, cela signifie se faire des illusions particulièrement nuisibles sur les perspectives et le caractère de notre travail. Pour vaincre la direction du parti, nous « devons gagner à nos idées la majorité des camarades communistes » ; cette tâche ne peut être accomplie que « par une organisation solide, capable d'agir, composée de camarades idéologiquement forts ». Les conditions pour constituer une telle organisation sont très difficiles, cela exige un long travail méticuleux de conviction, d'organisation, d'étude. Des fautes, des reculs sont inévitables, mais en dehors de cette voie, comme l'expérience le montre, il n'y a que des gestes symboliques, mais stériles et sans lendemain. « Crier son dégoût aux dirigeants », cela constitue peut-être un grand soulagement, mais au point de vue de la constitution d'un mouvement sérieux, des actes pareils, dus au désespoir, sont nuisibles, car ils créent des illusions chez les camarades, les détournent du travail en profondeur qui seul jette vraiment « la semence qui ne sera pas perdue ».

Est-ce que nous nions l'importance, dans certaines conditions, des interventions ouvertes dans les organisations du parti devant entraîner éventuellement l'exclusion de l'orateur ? Pas du tout. Nous croyons seulement que des interventions pareilles ne seront efficaces que dans la mesure où le camarade qui intervient trouvera un appui chez d'autres camarades, que son intervention, que la direction du parti devra étouffer, sera publiée (dans une revue, dans une feuille spéciale, etc.) et diffusée, dans la mesure enfin où elle s'intégrera dans l'action collective d'un groupe de camarades, poursuivant un but commun.

C'est cette organisation (ses formes, son degré de cohésion, etc.), dépendant de nouveau des conditions concrètes) qui doit analyser et peser froidement *quand et comment* faut-il intervenir aux assemblées du parti, qui doit intervenir, *quand* vaut-il mieux se taire et se limiter à la propagande individuelle et à la diffusion de « Que Faire? », *quand* enfin il faut s'adresser directement aux ouvriers révolutionnaires, en dépit de la légalité du parti (comme l'ont fait les camarades qui ont décidé d'éditer « Que Faire? »), etc. Les actes individuels, en dehors de cette voie, qu'on veut substituer à l'action organisée, le mépris pour le petit travail de propagande individuelle, l'action par l'exemple moral — tout cela s'explique par une certaine impatience, par le désespoir devant l'ampleur des tâches, mais c'est une voie qui mène dans une impasse. Sans une organisation illégale, détachés d'elle, « les héros » n'aboutiront qu'à leur propre exclusion ; ainsi ils ne feront que décourager les autres camarades et favoriseront l'indifférentisme, le retrait de la vie active, l'apathie, l'abandon du mouvement qui ne sont que l'autre revers de la même médaille individualiste.

Enfin, quelques mots sur la ruse. Le camarade Garnier est d'accord « qu'il faut ruser avec l'adversaire », seulement il estime « que la ruse ne peut jamais être élevée au rang d'une méthode essentielle de notre lutte... et transformée d'un moyen épisodique... en principe tactique dominant (?) ». Dans cette affirmation se reflète le mieux le caractère verbal, peu concret des raisonnements de Garnier. Il est d'accord qu'il faut employer la ruse envers la direction du parti, mais au lieu de rechercher quelles sont les limites de ce moyen, d'analyser, sur la base de l'expérience, comment il faut procéder pour, tout en empêchant la direction du parti de pénétrer notre travail, faire connaître nos idées aux ouvriers

communistes, il multiplie des phrases sur « la méthode épisodique, principe tactique », etc. Ces phrases masquent le manque de considérations utiles, de propositions concrètes dont nous avons besoin, que nous demandons aux camarades pour rechercher ensemble avec eux les meilleures voies et moyens afin de réaliser nos buts communs.

Seuls l'échange et l'étude des expériences nous apprendront *quand et comment* il faut intervenir ouvertement, *quand* il faut se taire, nous permettra de corriger nos fautes, de travailler mieux, plus efficacement. Le premier pas, c'est précisément d'écrire à « Que Faire? » pour permettre aux camarades de profiter mutuellement de leurs expériences, pour fixer *concrètement* la conduite à suivre, pour coordonner nos efforts et non pas se faire battre les uns après les autres, sans que notre cause en profite.

Nous donnons, ci-dessous, des extraits de la très intéressante lettre du camarade Reiland, du Luxembourg. Le problème qui l'intéresse le plus, c'est la guerre. Depuis que sa lettre fut écrite, un article a paru dans le dernier numéro de *Que Faire?* Nous y reviendrons encore, et dans ce numéro-ci, nous publions un article relatif à la politique extérieure de l'U. R. S. S.

Chers camarades,

J'ai lu avec une satisfaction grandissante vos premiers numéros de Que Faire. Je ne crois pas exagérer en disant que Que Faire? est une première « leur dans la nuit ».

Les sujets que vous venez de traiter dans la revue sont certes des sujets de grande importance, seulement, d'après mon avis, il y en est un qui domine, à cette heure, et que je voudrais bien vous voir traiter, non pas dans le prochain numéro, mais bien à part dans un numéro exceptionnel, spécial.

Il y a déjà un temps que nous attendons une pareille revue.

La seule critique que j'aurais à formuler, c'est que vous n'avez pas encore abordé la discussion à fond sur cette question de vie ou de mort de la guerre, du problème franco-allemand, de la politique pratique suivie par les partis communiste et socialiste français dans cette question jusqu'ici et de leur politique d'avenir.

Pour ma part, je pense que la politique du parti S. F. I. O. dans la question de la guerre est une politique utopique (comme toujours le reste) et que la politique du P. C. F. réclamant d'un côté le désarmement de la France et ne présentant, de l'autre côté, qu'un programme de revendications immédiates, journée de 40 heures, questions de salaires, etc., sans perspectives révolutionnaires du tout, est une politique absurde allant que criminelle.

Que Faire? devrait donner d'urgence des réponses aux questions de la guerre.

Une discussion sérieuse et profonde sur ces problèmes me paraît vraiment plus urgente et plus importante que la nouvelle orientation politique de Trotsky, par exemple.

Je ne veux pas oublier que vous n'êtes qu'à votre début et que vos possibilités matérielles ne sont sûrement pas grandes.

Mais à une situation exceptionnellement grave, il faudrait pouvoir opposer une activité exceptionnelle.

Pour ma part, je vous prie de me noter un abonnement de soutien de 20 francs et deux abonnements pour la vente.

Je veux bien souscrire 50 francs pour le numéro spécial que je vous demande, en cas de réalisation.

On nous écrit de Tunis:

Le Jeune Socialiste comme Tunis Socialiste sont poursuivis et suspendus par le Gouvernement du Protectorat. Notre avenir dépend de l'Union des Travailleurs de France.

Votre revue est pour nous un réconfort, car nous manquons en ce moment de lecture révolutionnaire.

Nous continuons à avoir foi dans l'avenir du prolétariat.

Sincères salutations socialistes.

Pour la Libération des Membres du Schutzbund arrêtés

Le gouvernement autrichien de pendeurs a condamné les dirigeants du Schutzbund, arrêtés avant les luttes de février, aux travaux forcés pour de longues années. Cet honteux verdict de terreur doit frapper les courageux ouvriers autrichiens, il doit briser les forces de résistance des camarades qui travaillent dans l'illégalité.

Les bourreaux autrichiens, les Schuschnigg, les Starhemberg, les Fey et Cie, espèrent que le prolétariat des autres pays, occupé à la lutte contre sa propre réaction, et contre le danger de guerre, laissera le prolétariat autrichien en lutte à sa propre destinée.

Cela ne doit pas arriver. N'oubliez jamais, ouvriers de France, que les ouvriers autrichiens, par leur lutte héroïque, ont montré au prolétariat international, dans une période de découragement, de dépression et d'hésitation, la voie de la lutte.

Communistes, socialistes, ouvriers syndiqués, ouvriers des usines! Exigez de vos organisations des actions de protestation contre les verdicts de terreur de la justice de classe autrichienne! Envoyez des protestations à l'ambassade autrichienne, 38, avenue Hoche, Paris.

Les capitalistes autrichiens se proposent d'organiser à Paris une exposition économique le 19 mai. Le comité de coordination des forces antifascistes doit utiliser cette exposition pour y organiser une action de protestation contre les bourreaux autrichiens.

Libérez les membres du Schutzbund arrêtés!

A bas la contre-révolution autrichienne!

Vive la solidarité internationale!

**Nous commencerons à publier, à partir du prochain numéro,
une REVUE DES LIVRES**

**En outre, les livres qui nous seront envoyés figureront sous
la rubrique : LIVRES PARUS.**

Le Gérant: G. RUCAR.



Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e)